

Comité du programme et budget

Trente-neuvième session
Genève, 16 – 20 juin 2025

RAPPORT FINANCIER ANNUEL ET ETATS FINANCIERS POUR 2024

établi par le Secrétariat

1. Les états financiers de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au 31 décembre 2024 sont communiqués au Comité du programme et budget (PBC) conformément à l'article 6.12 du Règlement financier selon lequel le PBC examine les états financiers et les rapports de vérification des comptes et les transmet à l'Assemblée générale avec les observations et les recommandations qu'il estime appropriées.
2. Les états financiers pour 2024 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).
3. Le présent document contient également la déclaration sur le contrôle interne de l'OMPI, signée par le Directeur général.
4. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2024, ainsi que ses recommandations et la réponse du Secrétariat à celles-ci, figurent dans le document WO/PBC/39/4.

5. Le Comité du programme et budget (PBC) a recommandé aux assemblées de l'OMPI, chacune pour ce qui la concerne, d'approuver le document intitulé "Rapport financier annuel et états financiers pour 2024" (document WO/PBC/39/6).

[Le rapport financier et les états financiers pour 2024 suivent]

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Rapport financier annuel et états financiers

Au 31 décembre 2024

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| RAPPORT FINANCIER ANNUEL..... | 4 |
| INTRODUCTION..... | 4 |
| EXAMEN ET ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS..... | 4 |
| Activités et environnement | 4 |
| Stratégies et objectifs financiers de l'OMPI | 5 |
| Gestion des risques..... | 5 |
| Durabilité | 6 |
| Performance financière | 7 |
| Situation financière | 14 |
| Flux de trésorerie | 16 |
| DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE 2024..... | 18 |
| ÉTATS FINANCIERS..... | 24 |
| ÉTAT FINANCIER I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE | 24 |
| ÉTAT FINANCIER II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE | 25 |
| ÉTAT FINANCIER III : ÉTAT DES VARIATIONS CONCERNANT LES ACTIFS NETS | 26 |
| ÉTAT FINANCIER IV : ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE | 27 |
| ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – | |
| RECETTES | 28 |
| ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETAIRES ET DES MONTANTS REELS – | |
| DEPENSES | 29 |
| NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS | 30 |
| Note n° 1 : Objectifs et budget de l'Organisation | 30 |
| Note n° 2 : Principales méthodes comptables | 30 |
| Note n° 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie | 36 |
| Note n° 4 : Placements..... | 36 |
| Note n° 5 : Créances | 37 |
| Note n° 6 : Immobilisations incorporelles | 38 |
| Note n° 7 : Immobilisations corporelles | 39 |
| Note n° 8 : Dettes fournisseurs et charges à payer | 41 |
| Note n° 9 : Prestations au personnel..... | 41 |
| Note n° 10 : Montants à payer | 45 |
| Note n° 11 : Encaissements par anticipation | 46 |
| Note n° 12 : Provisions | 46 |
| Note n° 13 : Passifs et actifs éventuels | 47 |
| Note n° 14 : Transactions avec une partie liée | 47 |
| Note n° 15 : Rapprochement entre l'état V et l'état II | 48 |
| Note n° 16 : Dépenses | 49 |
| Note n° 17 : Gains/(pertes) sur les investissements | 50 |
| Note n° 18 : Instruments financiers | 50 |
| Note n° 19 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers..... | 53 |
| Note n° 20 : Information sectorielle | 53 |
| ANNEXE – VERSEMENTS À TITRE GRACIEUX (INFORMATIONS VERIFIEES)..... | 55 |

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

INTRODUCTION

Les états financiers de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) au 31 décembre 2024 sont présentés aux assemblées des États membres de l'OMPI ("assemblées de l'OMPI") conformément à l'article 4.3 du Règlement financier de l'OMPI. Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), élaborées et approuvées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB), conformément à l'article 4.2 du Règlement financier de l'OMPI.

Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2024, ainsi que l'opinion sur les états financiers, sont également présentés aux assemblées de l'OMPI conformément aux dispositions de l'article 6.12 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et de son règlement d'exécution.

Le rapport financier annuel, qui inclut l'examen et l'analyse des états financiers, est présenté dans le présent document, accompagné des états financiers et de la déclaration annuelle sur le contrôle interne.

EXAMEN ET ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

L'examen et l'analyse des états financiers suivants donnent une vue d'ensemble des opérations et de l'environnement de l'Organisation, de ses stratégies et objectifs financiers, de sa stratégie en matière de gestion des risques ainsi que de sa performance et de sa situation financière pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 2024. Cet examen et cette analyse ont été établis conformément à la recommandation n° 2 des pratiques recommandées de l'IPSASB et visent à fournir une explication des éléments, transactions et événements importants présentés dans les états financiers ainsi que les facteurs les ayant influencés. L'examen et l'analyse ne font pas partie des états financiers de l'OMPI; cependant, ils doivent être lus parallèlement aux états financiers.

Activités et environnement

L'OMPI est au service des innovateurs et des créateurs du monde entier et veille à ce que leurs idées soient commercialisées en toute sécurité et améliorent les conditions de vie de toutes et de tous partout dans le monde. Elle est une organisation intergouvernementale et une institution spécialisée des Nations Unies comptant 193 États membres. L'Organisation a pour mission de fournir des services qui permettent aux créateurs, aux innovateurs et aux entrepreneurs de protéger et de promouvoir leur propriété intellectuelle par-delà les frontières, et d'offrir une tribune pour aborder les questions de pointe en matière de politique de propriété intellectuelle afin de façonner un écosystème international de propriété intellectuelle équilibré et efficace dans un monde en constante mutation. Les données et informations de l'OMPI orientent les décideurs du monde entier, et les projets axés sur l'impact et l'assistance technique que l'OMPI met en œuvre sont la garantie que la propriété intellectuelle profite à toutes et à tous, partout dans le monde. La mission, les organes directeurs et les procédures de l'OMPI sont énoncés dans la Convention instituant l'OMPI, qui l'a créée en 1967.

Les États membres de l'OMPI approuvent la direction, le budget et les activités de l'Organisation par l'intermédiaire des organes de décision. Les principaux organes politiques et de décision de l'OMPI sont l'Assemblée générale, la Conférence et le Comité de coordination. L'Assemblée générale rassemble les États parties à la Convention instituant l'OMPI membres de l'une des unions administrées par l'OMPI. L'Assemblée générale a mis en place le Comité du programme et budget pour examiner les questions relatives au programme, au budget, aux locaux et aux finances. La Conférence se compose des États parties à la Convention instituant l'OMPI, qu'ils soient ou non membres d'une des unions, et est notamment l'organe compétent pour adopter tout amendement à la Convention. Le Comité de coordination est composé des membres élus des comités exécutifs de l'Union de Paris, de l'Union de Berne ou des deux, d'un quart des États parties à la Convention instituant l'OMPI qui ne sont membres d'aucune des unions, ainsi que de la Suisse, en tant qu'État sur le territoire duquel l'Organisation a son siège.

L'Assemblée générale nomme le Directeur général de l'OMPI, sur proposition du Comité de coordination. L'actuel Directeur général, M. Daren Tang, qui a été nommé le 8 mai 2020, a débuté son mandat de six ans le 1^{er} octobre 2020. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Le Directeur général est assisté par les responsables de secteur (vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux) chargés de l'aider dans l'orientation stratégique des programmes de l'OMPI et l'administration de leurs secteurs et programmes respectifs de manière à atteindre les résultats énoncés dans les objectifs stratégiques de l'Organisation et dans le programme et budget.

La plupart des recettes de l'OMPI proviennent des taxes qui sont payées par les utilisateurs de ses services de propriété intellectuelle en matière de brevets, de marques et de dessins et modèles industriels. Ces services sont fournis dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et des systèmes de Madrid et de La Haye. En 2024, les taxes découlant de ces activités ont représenté 93,3% du montant total des recettes de l'Organisation, les taxes du système du PCT représentant à elles seules 74,7% de ce montant. Le facteur d'évolution des recettes

provenant des services taxés est la demande internationale de titres de propriété intellectuelle. Les autres facteurs externes qui peuvent influencer sur les recettes de l'Organisation provenant de ces services payants sont les niveaux de croissance économique, les montants investis dans la recherche-développement, les changements et les avancées dans le domaine technologique et les variations des taux de change.

Stratégies et objectifs financiers de l'OMPI

Les activités financières de l'OMPI sont régies par son Règlement financier, qui est approuvé par l'Assemblée générale. Le règlement d'exécution du Règlement financier est établi par le Directeur général conformément aux dispositions du Règlement financier. Les États membres de l'OMPI sont informés de toute modification des règles financières. Le règlement d'exécution du Règlement financier régit toutes les activités de gestion financière de l'Organisation. Le Directeur général délègue au contrôleur l'autorité et la responsabilité de la mise en œuvre du Règlement financier et de son règlement d'exécution.

Conformément à l'article 2.15, le Directeur général présente tous les deux ans un document relatif au programme de travail et budget pour l'exercice budgétaire aux États membres pour approbation. Ce document précise les résultats escomptés, les critères d'évaluation des résultats et les prévisions budgétaires pour l'ensemble des activités planifiées. Le programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2024-2025 a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023. Le programme de travail et budget prévoit la planification pour l'exercice biennal dans le contexte stratégique global du plan stratégique à moyen terme.

L'Organisation a recours à un système de gestion axée sur les résultats pour s'assurer que les ressources sont budgétisées et utilisées conformément aux résultats et priorités de l'organisation. Les performances organisationnelles sont mesurées et analysées régulièrement au moyen d'indicateurs de performance, de niveaux cibles et de niveaux de référence. Le Rapport sur la performance de l'OMPI présente l'ensemble des rapports programmatiques, y compris des évaluations détaillées des indicateurs d'exécution, pour l'année ou l'exercice biennal. En vertu de ce système, le programme de travail et budget et le plan stratégique à moyen terme font partie du cadre de planification de l'OMPI, au même titre que les plans de travail annuels et les objectifs individuels des agents.

L'Organisation gère ses niveaux de réserves conformément à sa politique en matière de réserves. Les réserves de l'OMPI constituent les actifs nets de l'Organisation et servent à réduire autant que possible l'incidence des insuffisances de recettes et à optimiser la probabilité que l'Organisation soit en mesure de satisfaire à ses obligations à court terme et à préserver la stabilité financière. Le niveau des réserves est arrêté par les unions administrées par l'Organisation en fonction du pourcentage des dépenses estimées pour l'exercice biennal; ce mécanisme constitue l'un des pivots de la politique en matière de réserves. Celle-ci établit également les principes et le mécanisme d'approbation en ce qui concerne l'utilisation des réserves pour des projets ponctuels d'améliorations essentielles, et à titre exceptionnel.

L'Organisation gère ses placements conformément à sa politique en matière de placements. La politique stipule que : "Par ordre d'importance, les principaux objectifs de gestion en matière de placements de l'Organisation sont i) la préservation du capital; ii) la conservation de liquidités; et iii) le taux de rendement compte tenu des contraintes découlant des points i) et ii)". L'Organisation vise à atteindre un taux de rendement du marché chaque fois que possible et approprié à la fois en ce qui concerne la trésorerie d'exploitation et les fonds propres. La trésorerie stratégique fait l'objet de placements à long terme en vue d'une croissance du capital et donc d'un rendement global positif au fil du temps.

Gestion des risques

La politique de l'OMPI en matière de gestion des risques décrit les principes de la gestion des risques et du contrôle interne à l'OMPI de manière systématique, structurée et ordonnée, afin de favoriser la réalisation des piliers stratégiques et des résultats escomptés dans le cadre du Plan stratégique à moyen terme. La présente politique est conforme à l'article 5.1 du Règlement financier de l'OMPI, relatif à l'établissement de dispositifs pour la gestion axée sur les résultats, la gestion des risques de l'Organisation et les contrôles internes, et à l'article 5.2 relatif à l'établissement d'un dispositif et système de contrôle interne conformément aux meilleures pratiques applicables en vigueur.

En vertu des principes directeurs de la politique de l'OMPI en matière de gestion des risques, la gestion des risques est considérée comme étant une responsabilité incombant à l'ensemble de l'Organisation et les risques sont communiqués en temps opportun et de manière transparente et cohérente. Il s'agit d'un processus adaptatif et dynamique, qui répond à l'évolution des facteurs de risque et fait partie intégrante du cycle de gestion axée sur les résultats de l'Organisation. La prise de risques calculés dans la poursuite des résultats escomptés est encouragée, à partir d'informations fiables, de l'établissement de priorités, du principe de l'importance relative et conformément à la déclaration relative au risque accepté. Les risques d'ordre organisationnel sont recensés et analysés par le Groupe de gestion des risques de l'OMPI, qui est présidé par le Directeur général.

Durabilité

La Politique générale de l'OMPI en matière de responsabilité environnementale a été publiée en 2022. En 2024, l'OMPI a mis en œuvre des initiatives durables dans le domaine informatique, notamment la Semaine du nettoyage numérique et la Journée internationale des déchets électroniques, encourageant le personnel à rationaliser le stockage numérique et à se débarrasser de manière responsable du matériel obsolète. La politique relative à l'utilisation d'un seul appareil a progressé avec l'élimination progressive des ordinateurs de bureau, tandis que la mise hors service des serveurs et la migration vers l'informatique en nuage ont permis de réduire la consommation d'énergie et les déchets électroniques.

À son siège, l'OMPI a accordé la priorité à la durabilité environnementale, en intégrant des critères environnementaux dans les travaux de rénovation et d'entretien, en s'approvisionnant à 100% en hydroélectricité et en mettant en place des éclairages LED, des détecteurs de mouvement, un système de refroidissement par l'eau du lac Léman, des taux de recyclage améliorés et une utilisation optimisée de l'eau.

L'OMPI participe activement à l'initiative Greening the Blue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et communique ses émissions de gaz à effet de serre et d'autres données environnementales tout comme plus d'une cinquantaine d'agences et de programmes des Nations Unies. Depuis 2014, l'OMPI compense ses émissions inévitables restantes en achetant des crédits par l'intermédiaire du mécanisme à l'échelle des Nations Unies géré par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'OMPI a également réaffirmé son engagement en faveur de la responsabilité environnementale au niveau local et a signé la charte 2050Today en décembre 2024.

Elle encourage l'intégration de considérations relatives à la durabilité dans les procédures de passation de marchés lorsqu'elles peuvent s'avérer pertinentes. Elle utilise aussi la définition de la durabilité des Nations Unies, qui englobe les trois piliers (environnemental, social et économique) de la durabilité. L'ensemble de la procédure d'achat et de la documentation de l'OMPI est entièrement accessible aux personnes souffrant de déficience visuelle. L'Organisation continue de promouvoir les achats durables tout en garantissant l'équité et une concurrence efficace. En fonction de la maturité du marché, les efforts des fournisseurs en matière de développement durable devraient être documentés à titre d'information uniquement, ou dans le cadre de l'évaluation globale de l'offre. Bien que cela renforce l'engagement de l'OMPI en faveur de la durabilité, il est important de noter qu'aucun soumissionnaire n'a été désavantagé dans la procédure d'attribution d'un marché en raison de ces exigences.

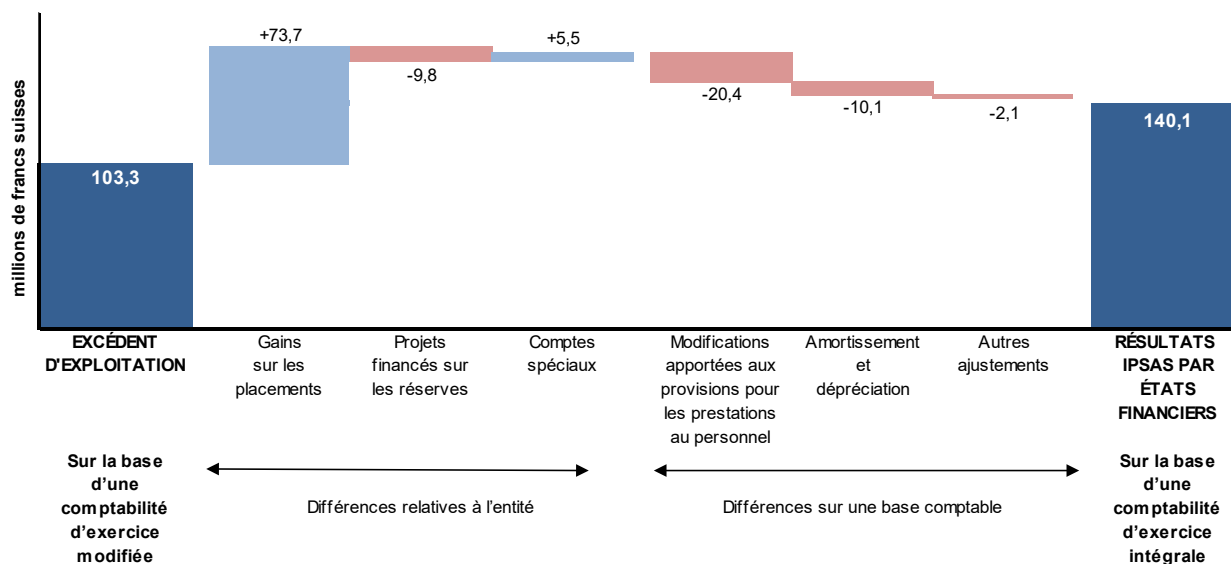
Performance financière

Les résultats de l'Organisation pour 2024 faisaient état d'un excédent de 140,1 millions de francs suisses, pour des recettes totales de 496,7 millions, des dépenses de 430,3 millions de francs suisses, et des gains de 73,7 millions sur les placements. Cela peut être comparé à l'excédent de 113,8 millions de francs suisses de 2023 pour des recettes totales de 489,3 millions de francs suisses et des dépenses totales de 427,7 millions de francs suisses et des gains sur les investissements de 52,2 millions de francs suisses. Si l'on élimine l'impact des gains sur placements enregistrés respectivement en 2024 et 2023, on constate que l'Organisation a augmenté son excédent d'exploitation de 7,8% en 2024 (excédent d'exploitation de 66,4 millions de francs suisses en 2024, contre 61,6 millions de francs suisses en 2023). Le résultat opérationnel du programme de travail et budget pour 2024, qui a été établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée (c'est-à-dire sans tenir compte de tous les ajustements IPSAS), à l'exclusion des gains d'investissement, a dégagé un excédent de 103,3 millions de francs suisses. Les résultats de l'Organisation pour 2024 au titre des normes IPSAS tiennent compte des comptes spéciaux, des projets financés sur les réserves et de l'impact des ajustements liés à une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS.

| | Programme et budget | Comptes spéciaux | Projets financés sur les réserves | Ajustements IPSAS | Total | Total |
|--|------------------------|---------------------|--|----------------------|--------------|--------------|
| | 2024 | 2024 | 2024 | 2024 | 2024 | 2023 |
| <i>(en millions de francs suisses)</i> | | | | | | |
| Total des recettes | 486,7 | 15,7 | - | -5,7 | 496,7 | 489,3 |
| Total des dépenses | -383,4 | -10,2 | -9,8 | -26,9 | -430,3 | -427,7 |
| Excédent (déficit) d'exploitation | 103,3 | 5,5 | -9,8 | -32,6 | 66,4 | 61,6 |
| Gains (pertes) sur les investissements | 73,6 | 0,1 | - | - | 73,7 | 52,2 |
| Total excédent (déficit) | 176,9 | 5,6 | -9,8 | -32,6 | 140,1 | 113,8 |

Le graphique ci-dessous résume les principales différences entre l'excédent opérationnel de 103,3 millions de francs suisses du programme de travail et budget et l'excédent de 140,1 millions de francs suisses pour l'ensemble de l'Organisation établi sur une base IPSAS :

Passage de l'excédent opérationnel du budget à l'excédent total IPSAS pour 2024



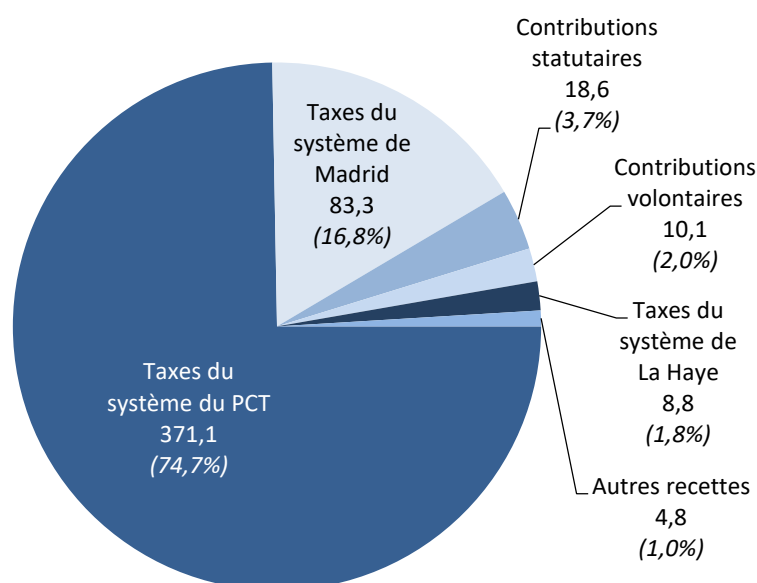
Tels qu'ils sont établis, en conformité avec les normes IPSAS, les états financiers de l'OMPI couvrent tous les domaines et activités de l'Organisation. L'inclusion des résultats avant les ajustements IPSAS pour les gains d'investissement, les projets financés sur les réserves et les comptes spéciaux représentent les "différences relatives à l'entité" entre le résultat budgétaire et l'excédent au titre des états financiers IPSAS. L'application d'une comptabilité d'exercice intégrale conformément aux normes IPSAS conduit à plusieurs "différences sur une base comptable" qui ont des conséquences pour le résultat de l'année. L'impact net total de ces ajustements sur une base comptable est une

réduction de l'excédent de 32,6 millions de francs suisses. Les principales différences sur une base comptable comprennent notamment :

- la charge d'amortissement des bâtiments et du matériel ainsi que celle des actifs incorporels, le coût de ces immobilisations étant réparti sur leur durée de vie utile;
- les ajustements opérés de manière à tenir compte des modifications des prestations dues au personnel sur la base des calculs effectués conformément aux normes IPSAS, y compris ceux effectués par des actuaires externes;
- le report des recettes des comptes spéciaux jusqu'à la réalisation des conditions spécifiques incluses dans les accords;
- la capitalisation des coûts relatifs à l'amélioration ou à l'acquisition d'immobilisations, ainsi que les pertes résultant de la cession ou de la radiation d'actifs immobilisés.

Recettes

Composition des recettes en 2024 sur la base des normes IPSAS
(en millions de francs suisses)



Le total des recettes de l'Organisation pour 2024 s'est élevé à 496,7 millions de francs suisses, soit une augmentation de 1,5% par rapport au total de 2023 de 489,3 millions de francs suisses. En 2024, les taxes du système du PCT ont constitué la principale source de recettes, représentant 74,7% du total. Les recettes provenant des taxes du système du PCT ont augmenté de 0,7% par rapport à 2023.

Les taxes du système de Madrid représentaient la deuxième source de recettes en 2024, soit 16,8% du montant total des recettes. Ces recettes ont diminué de 1,5% par rapport à 2023. Les taxes du système de La Haye, les taxes du système de Lisbonne, les contributions statutaires, les contributions volontaires (contributions versées par les donateurs aux comptes spéciaux) et les autres recettes (provenant de la publication, de l'arbitrage et de la médiation et des autres/diverses recettes) comprennent le solde restant de 8,5% du montant total des recettes de l'Organisation. Le tableau suivant présente une synthèse des évolutions par type de recettes par rapport à l'exercice précédent :

Évolution des recettes entre 2023 et 2024

| | 2024 | 2023 | Variation nette | Variation nette |
|---------------------------|---------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|
| | (en millions de francs suisses) | | | % |
| Recettes | | | | |
| Contributions statutaires | 18,6 | 17,6 | 1,0 | 5,9 |
| Contributions volontaires | 10,1 | 10,1 | - | -0,6 |
| Recettes des publications | 0,5 | 0,6 | -0,1 | -12,2 |
| Taxes | | | | |
| Système du PCT | 371,1 | 368,6 | 2,5 | 0,7 |
| Système de Madrid | 83,3 | 84,6 | -1,3 | -1,5 |
| Système de La Haye | 8,8 | 7,8 | 1,0 | 13,0 |
| Système de Lisbonne | 0,2 | 0,3 | -0,1 | -21,7 |
| Sous-total des taxes | 463,4 | 461,3 | 2,1 | 0,5 |
| Arbitrage et médiation | 2,8 | 2,5 | 0,3 | 10,8 |
| Autres recettes | 1,3 | -2,8 | 4,1 | 144,1 |
| Total des recettes | 496,7 | 489,3 | 7,4 | 1,5 |

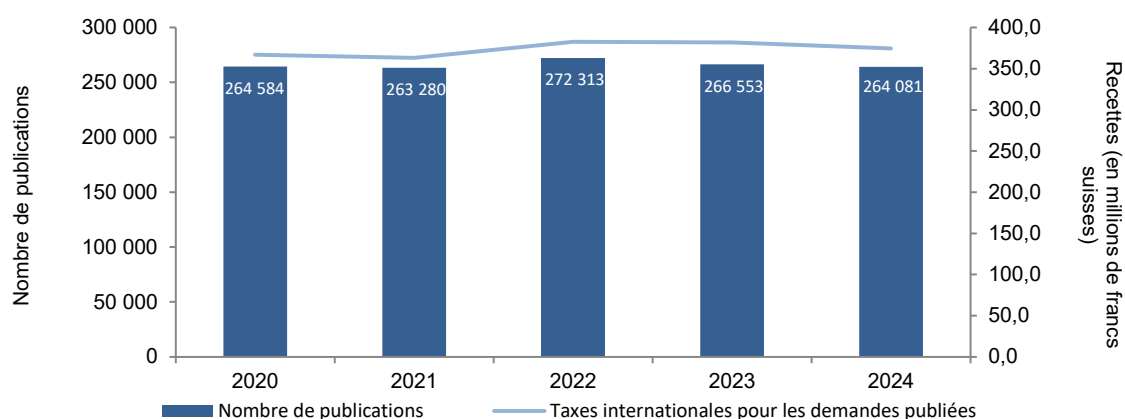
Les recettes du PCT proviennent essentiellement des taxes requises pour les demandes internationales (la taxe de base, plus les frais pour les pages supplémentaires, moins les réductions pour les dépôts électroniques et les pays les moins avancés). Le montant total des recettes provenant des taxes du système du PCT comprend également d'autres taxes (y compris les taxes de traitement et de transfert) ainsi que les gains et pertes de change :

Liste détaillée des taxes du système du PCT (2020-2024)

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | (en millions de francs suisses) | | | | |
| Taxes internationales de dépôt | 374,7 | 381,9 | 382,6 | 363,1 | 366,9 |
| Autres taxes | 2,8 | 2,8 | 3,0 | 3,1 | 3,2 |
| Gains (pertes) de change sur les taxes perçues | -5,5 | -11,3 | -7,2 | -3,3 | -8,6 |
| Autres gains / (pertes) de change | -0,9 | -4,8 | 2,4 | -1,1 | -2,9 |
| Total des taxes du système du PCT | 371,1 | 368,6 | 380,8 | 361,8 | 358,6 |

Les recettes provenant des taxes du système du PCT sur la base des normes IPSAS ont augmenté de 0,7% par rapport à 2023. Cette augmentation globale des recettes a été obtenue malgré un nombre de publications légèrement inférieur à celui de 2023, et s'explique par des pertes de change PCT sur les redevances moins importantes que celles observées l'année précédente. Dans les états financiers établis conformément aux normes IPSAS, les recettes provenant des taxes internationales de dépôt des demandes selon le PCT ne sont comptabilisées qu'à la publication de la demande. En 2024, le nombre des publications s'est élevé à 264 081, contre 266 553 en 2023. Lorsqu'on examine les recettes des taxes de dépôt international selon le PCT telles que comptabilisées conformément aux normes IPSAS, le tableau suivant montre comment les recettes annuelles ont évolué avec le nombre de demandes publiées dans l'année.

PCT – Taxes internationales de dépôt et nombre de publications (2020-2024)



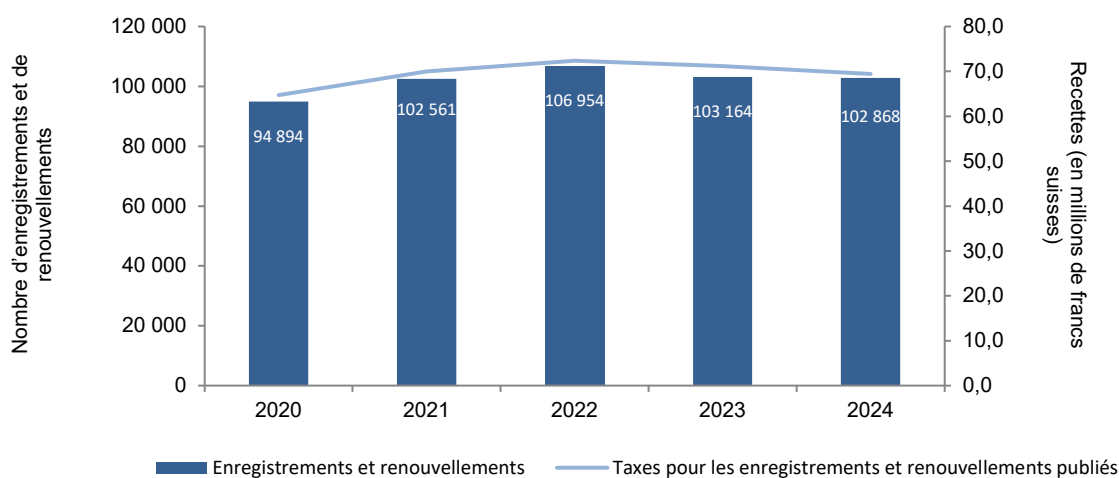
Les taxes du système de Madrid comprennent principalement les taxes de base provenant des demandes d'enregistrement et de renouvellement et les taxes en ce qui concerne les désignations postérieures :

Liste détaillée des taxes du système de Madrid (2020-2024)

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| (en millions de francs suisses) | | | | | |
| Taxes de base (enregistrements et renouvellements) | 69,4 | 71,2 | 72,4 | 70,0 | 64,7 |
| Désignations ultérieures | 6,8 | 6,5 | 6,4 | 6,3 | 6,0 |
| Autres taxes | 7,1 | 6,9 | 6,5 | 6,1 | 5,5 |
| Total des taxes du système de Madrid | 83,3 | 84,6 | 85,3 | 82,4 | 76,2 |

Conformément aux normes IPSAS, les recettes provenant des taxes du système de Madrid liées aux enregistrements, aux renouvellements et aux désignations postérieures sont comptabilisées dans les états financiers au moment de la publication. Les recettes provenant des enregistrements et des renouvellements comptabilisées conformément aux normes IPSAS ont connu la même progression que les chiffres des enregistrements et des renouvellements durant l'exercice. Entre 2023 et 2024, le nombre d'enregistrements a diminué, passant de 63 618 à 62 423. Au cours de la même période, le nombre de renouvellements a également enregistré une hausse, passant de 39 546 à 40 445 :

Système de Madrid – Taxes de base et enregistrements/renouvellements (2020-2024)



Les recettes provenant des taxes du système de La Haye se sont élevées à 8,8 millions de francs suisses en 2024, soit une hausse de 13,0% par rapport aux 7,8 millions de francs suisses de 2023. Le nombre d'enregistrements selon

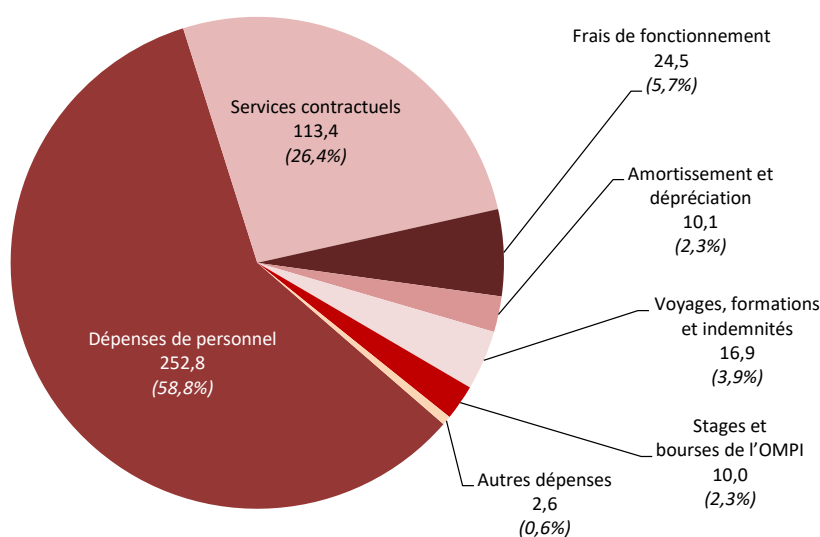
le système de La Haye a augmenté, passant de 8 366 en 2023 à 8 847 en 2024. Les taxes selon le système de Lisbonne ont atteint 217 000 francs suisses en 2024, contre 277 000 francs suisses en 2023. L'impact des adhésions à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne en 2021 et 2022, qui a généré une augmentation des taxes d'enregistrement et de modification en 2023, a continué à avoir une incidence sur les taxes en 2024.

Les recettes des contributions statutaires de 18,6 millions de francs suisses en 2024 représentent 3,7% du total tandis que celles des contributions volontaires de 10,1 millions de francs suisses en 2024 en représentent 2,0%. Les recettes des contributions volontaires sont comptabilisées au fur et à mesure que le travail est réalisé et que les dépenses sont encourues conformément à l'accord pertinent. Les entrées effectives de contributions volontaires se sont élevées à 15,7 millions de francs suisses en 2024, contre 8,2 millions de francs suisses en 2023. Cette augmentation est largement imputable aux fonds reçus au titre des nouveaux fonds fiduciaires établis en 2024.

Les recettes d'un montant de 2,8 millions de francs suisses découlant des activités d'arbitrage et de médiation ont augmenté de 0,3 million de francs suisses par rapport à l'année précédente, tandis que les recettes de 0,5 million de francs suisses provenant des publications ont légèrement diminué de 0,1 million de francs suisses par rapport à 2023. Les autres/diverses recettes se sont élevées au total à 1,3 million de francs suisses en 2024, contre -2,8 millions de francs suisses en 2023. L'Organisation inclut les gains et pertes de change dans les "autres/diverses recettes", et a comptabilisé en 2023 des pertes nettes de 3,6 millions de francs suisses contre des gains nets de 0,3 million de francs suisses en 2024. Ces gains et pertes de change correspondent à la réévaluation des comptes bancaires et placements à court terme de trésorerie d'exploitation détenus dans des devises autres que le franc suisse.

Dépenses

Composition des dépenses en 2024 sur la base des normes IPSAS (en millions de francs suisses)



Ventilation détaillée des dépenses en 2024 (en millions de francs suisses)

| | | | | | |
|---------------------------------|--|-------|---|---|------|
| Dépenses de personnel 252,8 | Postes | 241,9 | Amortissement et dépréciation 10,1 | Dépréciation des bâtiments | 9,2 |
| | Personnel temporaire | 10,0 | | Dépréciation du matériel | 0,3 |
| | Autres dépenses de personnel | 0,9 | | Amortissement des actifs incorporels | 0,6 |
| Services contractuels 113,4 | Conférences | 5,4 | Voyages, formations et indemnités 16,9 | Missions de fonctionnaires | 5,2 |
| | Services contractuels de personnes | 21,3 | | Voyage de tiers | 10,5 |
| | Services de traduction externe | 28,7 | | Formations et indemnités de voyage connexes | 1,2 |
| | Services informatiques | 41,3 | Stages et bourses de l'OMPI 10,0 | Stages | 0,5 |
| | Autres services contractuels | 16,7 | | Bourses de l'OMPI | 9,5 |
| Frais de fonctionnement 24,5 | Locaux et entretien | 21,9 | Autres dépenses 2,6 | Matériel et fournitures | 2,3 |
| | Communication | 0,8 | | Charges financières | 0,3 |
| | Représentation et autres frais de fonctionnement | 1,1 | | | |
| | Services communs du système des Nations Unies | 0,7 | | | |

Le total des dépenses de l'Organisation pour 2024 s'est élevé à 430,3 millions de francs suisses, soit une légère diminution de 0,6% par rapport au total de 2023, qui s'élevait à 427,7 millions de francs suisses. Les dépenses les plus élevées de l'Organisation ont été les dépenses de personnel, d'un montant de 252,8 millions de francs suisses, soit 58,8% du total. Les services contractuels ont représenté le deuxième poste de dépenses de l'Organisation (113,4 millions de francs suisses), suivis par les dépenses de fonctionnement (24,5 millions de francs suisses). Le tableau suivant présente une synthèse des évolutions par type de recettes par rapport à l'exercice précédent :

Évolution des dépenses (2023-2024)

| | 2024 | 2023 | Variation nette | Variation nette |
|-----------------------------------|--|--------------|-----------------|-----------------|
| | <i>(en millions de francs suisses)</i> | | | % |
| Dépenses | | | | |
| Dépenses de personnel | 252,8 | 252,3 | 0,5 | 0,2 |
| Stages et bourses de l'OMPI | 10,0 | 9,1 | 0,9 | 10,2 |
| Voyages, formations et indemnités | 16,9 | 14,8 | 2,1 | 14,8 |
| Services contractuels | 113,4 | 112,1 | 1,3 | 1,1 |
| Frais de fonctionnement | 24,5 | 25,6 | -1,1 | -4,1 |
| Matériel et fournitures | 2,3 | 4,0 | -1,7 | -42,1 |
| Amortissement et dépréciation | 10,1 | 9,6 | 0,5 | 4,3 |
| Charges financières | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 21,8 |
| Total des dépenses | 430,3 | 427,7 | 2,6 | 0,6 |

Le montant total des dépenses de personnel en 2024 (252,8 millions de francs suisses) a augmenté de 0,2% par rapport à celui de 2023 (252,3 millions de francs suisses). Les dépenses de personnel pour l'Organisation comprennent essentiellement les traitements de base nets et les ajustements de poste pour les fonctionnaires en poste ou les agents temporaires. Ces dépenses représentent 149,4 millions de francs suisses, soit 59,1% du montant total des dépenses de personnel pour 2024, un chiffre proche de celui de l'année précédente (147,9 millions de francs suisses). L'impact net en 2024 des mouvements au titre des prestations à long terme dues au personnel comptabilisés dans les dépenses de personnel a été largement aligné sur celui de l'année précédente. Les dépenses relatives aux stages et bourses de l'OMPI, qui ne font pas partie des dépenses de personnel, ont également augmenté de 10,2% par rapport à 2023 pour atteindre 10,0 millions de francs suisses. Cette hausse rend compte de l'augmentation du nombre de boursiers en 2024, qui, avec l'admission annuelle dans le cadre du Programme pour les jeunes experts, vise à attirer de jeunes talents et à offrir une expérience professionnelle précieuse à l'OMPI.

Les dépenses au titre des voyages, formations et subventions sont passées de 14,8 millions de francs suisses en 2023 à 16,9 millions de francs suisses en 2024. L'augmentation en 2024 a été constatée à la fois pour les missions du personnel (5,2 millions de francs suisses en 2024, contre 4,5 millions de francs suisses en 2023), et pour les voyages de tiers (10,5 millions de francs suisses en 2024, contre 8,8 millions de francs suisses en 2023). L'OMPI a notamment organisé deux conférences diplomatiques en 2024 (la Conférence diplomatique sur les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés, organisée à Genève, et la Conférence diplomatique pour la conclusion et l'adoption d'un traité sur le droit des dessins et modèles, organisée par le Royaume d'Arabie saoudite à Riyad).

En 2024, les dépenses au titre des services contractuels se sont élevées à 113,4 millions de francs suisses. Ces dépenses ont augmenté de 1,3 million de francs suisses par rapport au total de 2023. En 2024, les services contractuels regroupaient essentiellement les services de traduction externe (28,7 millions de francs suisses), les services informatiques externes (41,3 millions de francs suisses), les services contractuels de personnes (21,3 millions de francs suisses) et d'autres services contractuels (16,7 millions de francs suisses). Dans ces domaines, les dépenses pour les services informatiques et les services contractuels de personnes ont augmenté par rapport à 2023 (de 4,0 millions de francs suisses et de 1,8 million de francs suisses respectivement), tandis que les dépenses au titre des services de traduction externe et des autres services contractuels ont diminué par rapport à l'année précédente (de 1,8 million de francs suisses et de 3,2 millions de francs suisses respectivement).

En 2024, les dépenses de fonctionnement se sont élevées au total à 24,5 millions de francs suisses, en baisse de 4,1% par rapport au total de 2023 (25,6 millions de francs suisses). Les dépenses liées aux locaux et à l'entretien, qui constituent de loin la catégorie la plus importante des dépenses de fonctionnement, ont diminué de 1,2 million de francs suisses par rapport à 2023. Les dépenses relatives au matériel et aux fournitures ont diminué, passant de 4,0 millions de francs suisses en 2023 à 2,3 millions de francs suisses en 2024. La dépréciation et l'amortissement des immobilisations capitalisées ont augmenté par rapport à l'année précédente, s'élevant au total à 10,1 millions de francs suisses en 2024 contre 9,6 millions de francs suisses en 2023. Cette augmentation tient essentiellement compte de l'impact d'une année complète d'amortissement des bâtiments mis en service à la fin de 2023.

Gains (pertes) sur les investissements

En 2024, l'Organisation a enregistré des gains d'investissement nets de 73,7 millions de francs suisses en 2022, contre 52,2 millions de francs suisses en 2023. Cette performance est évaluée par rapport au taux de référence de l'OMPI afin de fournir une mesure plus précise de l'efficacité des placements. Le rendement net des placements est réparti entre les trois portefeuilles distincts de l'OMPI : trésorerie d'exploitation, portefeuille de trésorerie principale et portefeuille de trésorerie stratégique, qui s'élèvent respectivement à 3,8 millions, 48,1 millions et 21,8 millions de francs suisses. Pour les portefeuilles de trésorerie principale et de trésorerie stratégique, le rendement net total du fonds est calculé après déduction des coûts de transaction, des frais de gestion et des dépenses administratives d'investissement. Les rendements sont présentés en francs suisses sur trois périodes : un an, cinq ans et à partir de la création du portefeuille.

Les stratégies de placement de l'OMPI sont élaborées conformément aux objectifs financiers et au cadre de gestion des risques de l'Organisation. Les placements du portefeuille de trésorerie principale sont gérés dans le but de générer un rendement positif sur une période continue de cinq ans, tandis que les placements du portefeuille de trésorerie stratégique sont détenus à long terme en vue d'une croissance du capital et afin de couvrir le ratio cible des obligations de l'Organisation au titre des prestations dues au personnel après la cessation de service sur une période de vingt ans. Ces objectifs garantissent que la performance des placements est évaluée sur des horizons temporels appropriés, réduisant ainsi la sensibilité à la volatilité temporaire du marché.

Trésorerie principale

La valeur de marché du portefeuille de placement était de 931,4 millions de francs suisses à la fin de 2024, contre 789,0 millions de francs suisses à la fin de 2023. Le rendement du portefeuille a été de 6,1% en 2024. L'objectif de placement du fonds est d'obtenir un rendement positif après déduction des coûts, compte tenu d'un niveau de risque acceptable sur une période continue de cinq ans. Dans ce cadre, le portefeuille a eu un rendement annualisé de 1,9%.

| Rendement des placements (%)* | 2024 | 2023 | 5 ans | Depuis le début |
|----------------------------------|------|------|-------|-----------------|
| Portefeuille principal de l'OMPI | 6,1 | 4,7 | 1,9 | 1,9 |
| Rendement de référence | 6,3 | 5,0 | 2,3 | 1,9 |
| Rendement relatif | -0,2 | -0,3 | -0,4 | 0,0 |

* – taux de rendement pondéré par un coefficient temps

Trésorerie stratégique

La valeur de marché du portefeuille de placement était de 273,7 millions de francs suisses à la fin de 2024, contre 229,5 millions de francs suisses en 2023. Le rendement du portefeuille a été de 9,0% en 2024. Le rendement annualisé a été de 2,9% depuis le début et le portefeuille reste en bonne voie pour atteindre un rendement annualisé de 2,0% sur vingt ans.

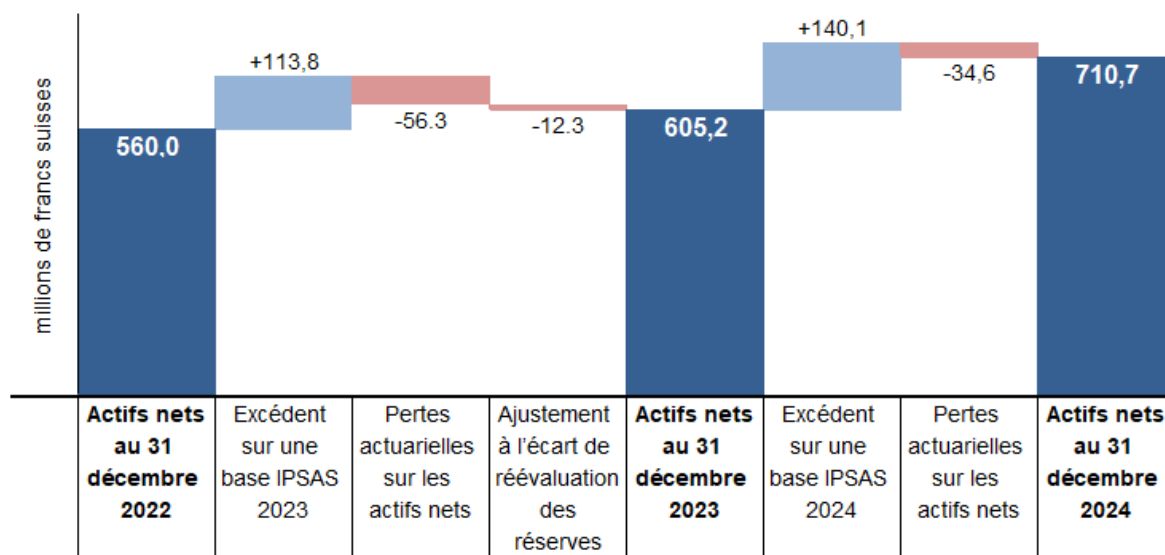
| Rendement des placements (%)* | 2024 | 2023 | 5 ans | Depuis le début |
|------------------------------------|------|------|-------|-----------------|
| Portefeuille stratégique de l'OMPI | 9,0 | 5,7 | 2,9 | 2,9 |
| Rendement de référence | 8,6 | 5,8 | 2,7 | 2,7 |
| Rendement relatif | 0,4 | -0,1 | 0,2 | 0,2 |

* – taux de rendement pondéré par un coefficient temps

Situation financière

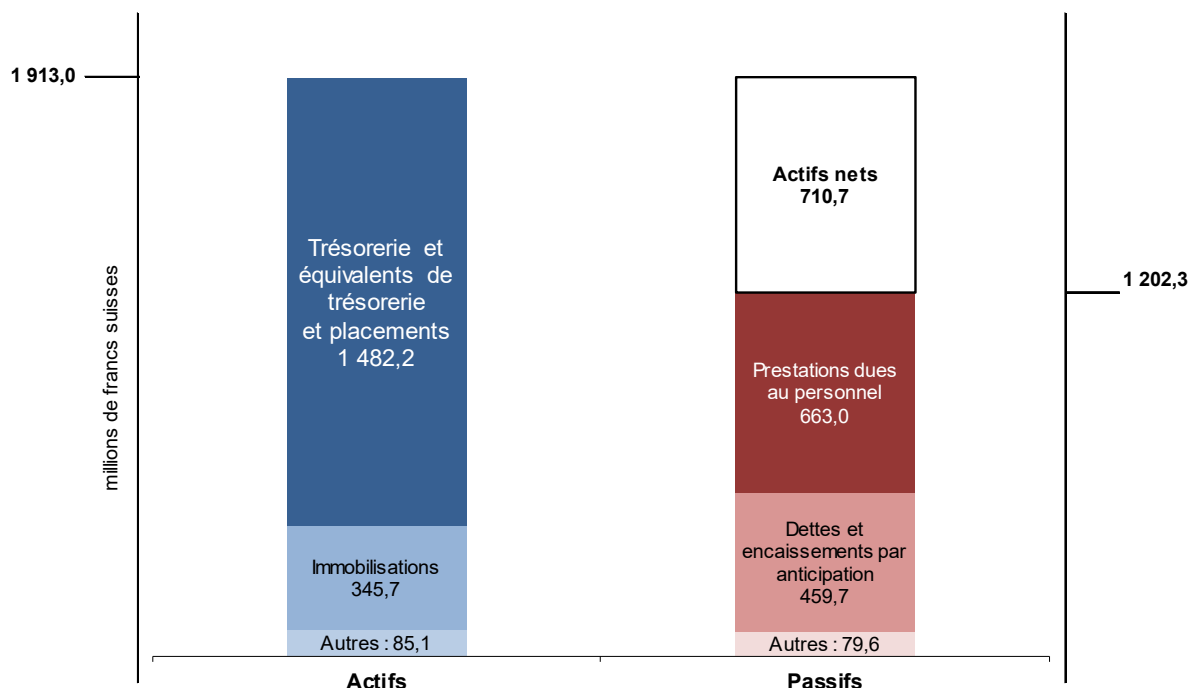
Au 31 décembre 2024, l'Organisation avait un actif net de 710,7 millions de francs suisses, avec un actif total de 1 913,0 millions de francs suisses et un passif total de 1 202,3 millions de francs suisses. En 2024, l'actif net de l'Organisation a augmenté de 105,5 millions de francs suisses. Cette augmentation est due à l'excédent de 140,1 millions de francs suisses enregistré cette année, partiellement compensé par des pertes actuarielles liées aux engagements de l'OMPI au titre de l'AMCS, d'un montant total de 34,6 millions de francs suisses :

Évolution des actifs nets entre 2022 et 2024



Le graphique ci-dessous fournit un résumé de l'état de la situation financière de l'OMPI au 31 décembre 2024. Le total de 1 913,0 millions de francs suisses indiqué pour les actifs se décompose principalement en trésorerie, équivalents de trésorerie, placements et immobilisations. Les 1 202,3 millions de francs suisses de passifs sont principalement constitués de prestations dues au personnel, de dettes et d'encaissements par anticipation :

Résumé des actifs et des passifs au 31 décembre 2024



Actifs

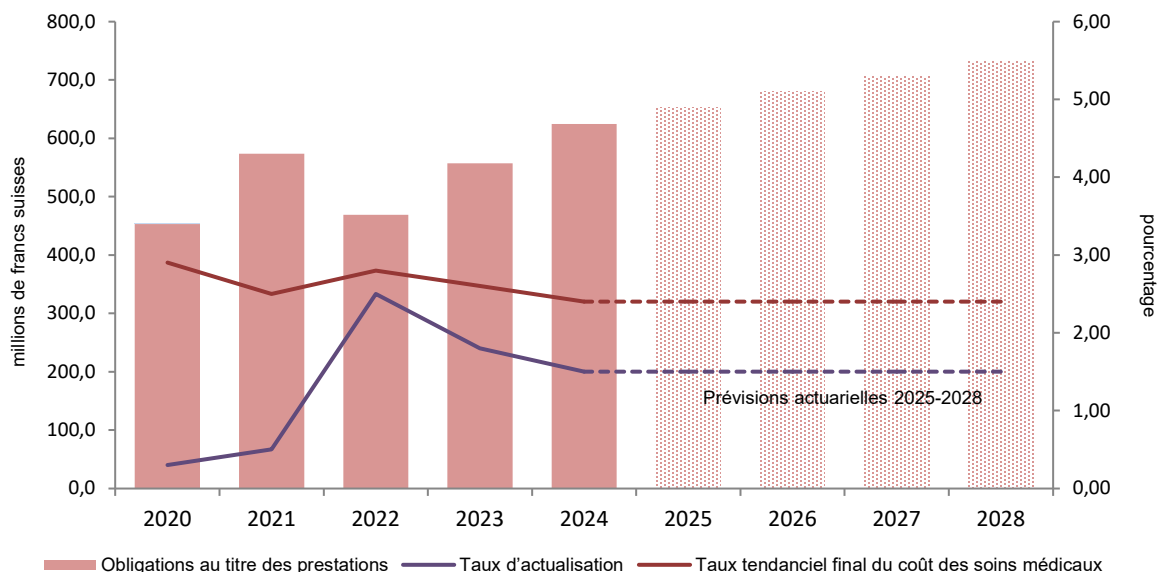
À la fin de 2024, l'Organisation disposait d'un montant de 1 482,2 millions de francs suisses de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de placements, ce qui représente 77,5% du total de ses actifs. Le solde total était supérieur de 182,1 millions de francs suisses au solde de 1 300,1 millions de francs suisses à la fin de 2023. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 11,7 millions de francs suisses par rapport à 2023, en raison de l'augmentation des soldes des dépôts à terme. Les placements à court terme ont diminué de 16,2 millions de francs suisses, mais les placements à long terme de l'Organisation ont augmenté de manière significative, de 186,6 millions de francs suisses par rapport à l'année précédente.

L'Organisation détient d'importants actifs fixes (terrains, bâtiments, actifs incorporels et matériel) d'une valeur comptable nette de 345,7 millions de francs suisses. En 2024, des coûts totalisant 2,5 millions de francs suisses ont été comptabilisés pour des ajouts et des améliorations aux immobilisations. Au total, l'amortissement et la charge d'amortissement sur toutes les immobilisations s'élevaient à 10,1 millions de francs suisses pour 2024. Au nombre des autres actifs que détient l'Organisation pour un montant total de 85,1 millions de francs suisses figurent les comptes débiteurs et les paiements anticipés. Le solde le plus important est celui des débiteurs du PCT, qui totalise 57,8 millions de francs suisses. À tout moment de l'année, un nombre important de demandes selon le PCT sont déposées auprès d'offices récepteurs et, le cas échéant, reçues par l'OMPI, sans que l'Organisation ait encore perçu les taxes correspondantes. Le solde des débiteurs du PCT a légèrement augmenté par rapport aux 57,2 millions de francs suisses de l'année précédente.

Passifs

Les engagements au titre des prestations dues au personnel, d'un montant de 663,0 millions de francs suisses, sont constitués principalement des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), d'un montant de 624,4 millions de francs suisses, soit 94,2% du montant total des engagements au titre des prestations dues au personnel au 31 décembre 2024. Les engagements au titre de l'AMCS ont augmenté de 67,1 millions de francs suisses par rapport au solde de 2023, qui était de 557,3 millions de francs suisses. Ces engagements reposent sur un calcul effectué par un actuaire indépendant. Conformément aux exigences des normes IPSAS, les engagements au titre de l'AMCS comptabilisés dans les états financiers représentent la valeur actuelle de toutes les prestations futures prévues pour les retraités actuels et les personnes à leur charge, et de toutes les prestations postemploi accumulées par les fonctionnaires en poste. En moyenne, les dépenses médicales augmentent avec l'âge, de sorte que les coûts les plus importants restent à payer dans l'avenir. Afin de gérer les coûts et les risques liés à son plan d'assurance médicale collective, l'OMPI a conclu un contrat d'assurance prévoyant le paiement d'une prime uniforme par personne pour les retraités actuels et les fonctionnaires en poste, réduisant ainsi les sommes versées au nom des retraités plus âgés par rapport aux frais médicaux encourus.

Le calcul des engagements au titre de l'AMCS repose sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles. Ces dernières concernent le taux d'actualisation, les taux tendanciels du coût des soins médicaux, les taux de départ en retraite et les taux de mortalité. L'évolution de ces hypothèses d'année en année engendre des gains et pertes actuariels qui sont comptabilisés dans les passifs dans l'état de la situation financière. Une ventilation de l'évolution de la dette due aux gains et pertes actuariels figure dans la note n° 9 des présents états financiers. L'augmentation des engagements en 2024 est due en partie à une diminution du taux d'actualisation, qui est passé de 1,80% à 1,50%. Le taux d'actualisation a été déterminé au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA. En outre, pour l'évaluation de 2024, une augmentation du coût des demandes de remboursement des frais médicaux à chaque âge a été enregistrée sur la base d'une étude complète sur l'expérience en matière de demandes de remboursement de frais médicaux réalisée au cours de l'année. Ces effets ont été partiellement compensés par une diminution des taux tendanciels du coût des soins médicaux de 3,20% (initial) et 2,60% (ultime) à 2,40% (initial et ultime). Le graphique ci-après montre l'évolution des engagements au titre de l'AMCS depuis 2020, et comprend les prévisions actuarielles pour 2025-2028 (sur la base des mêmes hypothèses que celles appliquées au calcul pour 2024). Le graphique montre également l'évolution des taux d'actualisation et des taux tendanciels du coût des soins médicaux depuis 2020 :

Évolution des engagements au titre de l'AMCS pour la période 2020-2028 (au 31 décembre)

Les projections relatives aux engagements au titre de l'AMCS pour 2025-2028 ne tiennent pas compte des gains ou des pertes résultant d'éventuelles modifications futures des hypothèses actuarielles, qui pourraient avoir une incidence importante sur les calculs concernant les années suivantes. L'augmentation prévue des engagements pour 2025-2028 tient compte de la composition démographique des participants du plan d'assurance maladie collective de l'OMPI. Les prestations supplémentaires prévues au titre de l'AMCS accumulées par les fonctionnaires en poste (qui augmentent les engagements au titre de l'AMCS) l'emportent sur les prévisions de dépenses médicales pour les retraités (qui réduisent les engagements au titre de l'AMCS). Il convient de noter qu'en juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la création d'une entité distincte, sous la forme d'un régime multiemployeur, chargé de gérer les fonds mis de côté pour financer l'assurance maladie après la cessation de service. La détention de ces fonds dans une entité distincte permettrait de les désigner comme actifs du régime, comme le prévoit la norme IPSAS 39, et la présentation des états financiers pourrait être modifiée de manière à présenter le passif de l'assurance maladie déduction faite des provisions constituées à cet effet. Dans la mesure où la création de l'entité distincte n'était pas encore achevée à la fin de 2024, les projections ne présentent pas le passif net de ces fonds.

Au 31 décembre 2024, les comptes de fournisseurs et des encaissements par anticipation représentent un montant total de 459,7 millions de francs suisses, et comprennent essentiellement les recettes reportées pour le traitement des demandes internationales (selon les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye) à hauteur de 294,9 millions de francs suisses. Ce solde des recettes différées concerne principalement les taxes du système du PCT de 291,1 millions de francs suisses. Les recettes provenant des droits relatifs au traitement des demandes internationales sont reportées jusqu'à ce que la demande concernée soit publiée. À tout moment de l'année, un certain nombre de demandes selon le PCT ont été déposées auprès d'offices récepteurs ou de l'OMPI, mais sont toujours en attente de publication. Au 31 décembre 2024, il a été estimé qu'approximativement 206 400 demandes avec une date de dépôt en 2023 ou en 2024 restaient non publiées. À la fin de l'année 2023, approximativement 206 800 demandes déposées en 2022 ou 2023 étaient non publiées et le solde des recettes différées pour les taxes selon le système du PCT s'élevait à 290,9 millions de francs suisses.

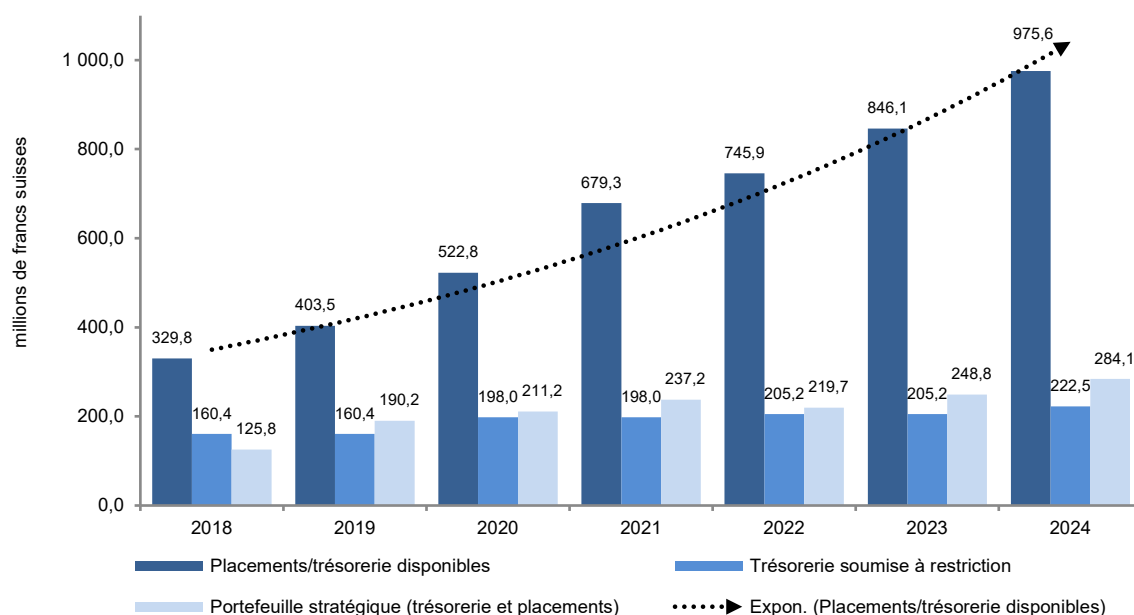
Flux de trésorerie

Le solde de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements de l'Organisation est en augmentation constante depuis 2011. En 2024, le solde total a augmenté de 182,1 millions de francs suisses, ce qui comprend une augmentation de la juste valeur du portefeuille de placements à moyen terme de l'Organisation pour un montant de 41,7 millions de francs suisses et de celle du portefeuille de placements à long terme pour un montant de 19,3 millions de francs suisses. Les principales entrées de trésorerie de l'Organisation proviennent des taxes du système PCT, avec une moyenne mensuelle de 30,0 millions de francs suisses en 2024, contre 30,3 millions de francs suisses en 2023. L'Organisation détient généralement ses avoirs sur des comptes bancaires à accès immédiat pour maintenir ses liquidités. En 2024, des montants ont également été détenus sur des comptes de dépôt à terme avec des échéances allant jusqu'à 12 mois et des fonds du marché monétaire afin d'optimiser les rendements tout en garantissant l'accès aux fonds en cas de besoin.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les investissements peuvent être présentés séparément en tant que trésorerie disponible, trésorerie soumise à restriction et trésorerie stratégique. Les fonds soumis à restriction

comprennent le montant recommandé des réserves approuvé par l'Assemblée générale, à savoir 25% des dépenses biennales prévues, et les fonds destinés à garantir des liquidités suffisantes pour répondre aux besoins quotidiens de trésorerie de l'Organisation, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution et à la politique de l'OMPI en matière de réserves. Le portefeuille stratégique représente les fonds alloués au financement futur des engagements au titre des prestations après la cessation de service, y compris l'assurance maladie après la cessation de service. Au 31 décembre 2024, le solde du portefeuille stratégique s'élevait à 284,1 millions de francs suisses. Ce montant comprend des placements à long terme de 273,7 millions de francs suisses et 10,4 millions de francs suisses d'avoirs détenus sur des comptes bancaires à accès immédiat. Ces soldes englobent un montant supplémentaire de 12,5 millions de francs suisses généré en 2024 par la charge appliquée au coût des postes pour le financement des prestations dues au personnel après la cessation de service.

Trésorerie disponible, soumise à restriction et trésorerie stratégique pour la période 2018-2024



DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE 2024

Étendue de la responsabilité

En ma qualité de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), j'ai l'obligation de rendre compte, conformément à la responsabilité qui m'est confiée en vertu du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier en vigueur en 2024, notamment par les dispositions suivantes :

Article 5.2

Le Directeur général établit un dispositif et système de contrôle interne conformément aux meilleures pratiques applicables en vigueur.

Article 5.3

Le Directeur général établit et signe une déclaration annuelle sur le contrôle interne, qui donne des garanties aux parties prenantes. La Déclaration sur le contrôle interne repose sur les garanties données par les fonctionnaires désignés et s'appuiera sur les avis concernant la gouvernance, la gestion des risques et l'environnement de contrôle de l'OMPI du point de vue de la supervision interne.

Je signe la présente déclaration en m'appuyant en particulier sur les garanties qui m'ont été fournies sous forme de lettres de déclaration de responsabilité que j'ai reçues des responsables de secteur. Je m'appuie également sur les fonctions de l'Organisation en matière de garanties, systèmes informatiques et informations, qui m'ont été présentés dans le récapitulatif fourni par l'OMPI concernant les garanties.

Objet du système de contrôle interne

Notre système de contrôle interne est un processus mis en œuvre par les organes directeurs, le Directeur général, la haute direction et d'autres membres du personnel afin de fournir des garanties raisonnables quant à la capacité de l'Organisation de réaliser ses objectifs stratégiques et ses résultats escomptés. Le but de ce système de contrôle interne est d'optimiser les risques et les opportunités conformément à la Déclaration de l'OMPI relative au risque accepté, plutôt que de l'éliminer entièrement. En tant que tel, il vise à fournir des garanties raisonnables concernant les trois domaines suivants :

- la fiabilité de l'information financière – les transactions sont autorisées et correctement enregistrées et les erreurs ou irrégularités importantes sont soit prévenues, soit détectées en temps utile;
- l'efficacité et la rationalité des processus opérationnels, la préservation des actifs et l'application des principes d'économie; et
- le respect du cadre réglementaire de l'OMPI.

La présente déclaration est présentée conformément aux sept éléments du cadre de responsabilisation de l'OMPI (WO/PBC/29/4), lui-même aligné sur le référentiel de contrôle interne du COSO¹ et le modèle des trois lignes².

Ma présente déclaration sur les processus de contrôle interne de l'OMPI, comme indiqué ci-dessus, s'applique à l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2024 et à la date d'approbation des états financiers de l'Organisation pour 2024.

1. Planification axée sur les résultats

Les besoins en ressources sont déterminés par le programme de travail de fond dont la mise en œuvre est prévue au cours d'un exercice biennal, conformément au Plan stratégique à moyen terme (PSMT). L'approbation par les États membres du programme de travail et budget pour 2024-2025 fixe les paramètres de mise en œuvre pour l'exercice biennal et les processus de contrôle axés sur le Règlement financier et le règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI garantissaient la mise en œuvre des programmes de l'OMPI conformément aux approbations données. Notre système de planification totalement intégré en nuage, WePerform, a continué d'être utilisé en 2024, permettant en toute transparence la planification, la mise en œuvre et le suivi axés sur la performance afin de faciliter la réalisation des résultats escomptés de l'OMPI.

¹ Comité d'organismes parrains de la Commission Treadway (COSO).

² <https://www.theiia.org/globalassets/site/about-us/advocacy/three-lines-model-updated.pdf>.

2. Gestion des performances et des risques

Le programme de travail et budget pour 2024-2025 a été élaboré en tenant compte du climat géopolitique, des tensions inflationnistes et de l'évolution des modèles économiques mondiaux. Bien qu'il ne soit pas possible d'éliminer ces risques externes, nous avons pris des mesures appropriées pour y répondre et atténuer leur impact s'ils venaient à se matérialiser. Au niveau de l'Organisation, j'ai continué de présider le Groupe de gestion des risques qui supervise la gestion des risques à l'OMPI. Durant l'année 2024, nous avons actualisé les directives sur les risques, afin d'inclure une échelle d'impact à cinq points, reconnaissant la nécessité d'appréhender de manière distincte les risques d'impact les plus graves. Nous avons continué de mettre en œuvre la Déclaration de l'OMPI relative au risque accepté qui fixe le niveau de risque cible par résultat escompté et établit ainsi un lien intrinsèque entre la gestion des performances et la gestion des risques. Les responsables ont été encouragés à intégrer activement les risques conformément au niveau accepté, en optimisant le coût des mesures d'atténuation.

Les principaux risques organisationnels et les stratégies d'intervention correspondantes sont présentés de manière exhaustive dans le programme de travail et budget de l'exercice biennal. Une analyse des risques après la mise en œuvre des stratégies d'atténuation est présentée dans le Rapport sur la performance de l'OMPI. Voici un résumé des principaux risques gérés en 2024 :

| Domaine du risque critique | Description du risque |
|-------------------------------|---|
| Marque | La confiance dans la marque était menacée si les attentes des parties prenantes de l'OMPI dépassaient leur expérience en tant qu'utilisateurs. |
| Cybersécurité | Le risque d'une atteinte à la cybersécurité conduisant à la compromission de données confidentielles ou personnelles. |
| Contexte mondial | Le contexte géopolitique, économique, financier ou sanitaire mondial pourrait être dégradé. |
| Systèmes d'information | Les services mondiaux de propriété intellectuelle, les plateformes et les systèmes internes de l'OMPI pourraient avoir été indisponibles pendant une période prolongée, ce qui pourrait avoir eu une incidence négative sur nos services. |
| Politique | Le risque d'une baisse de la crédibilité ou de l'influence en cas de perte de confiance dans les cadres de la propriété intellectuelle ou la détermination des États membres. |
| Durabilité | Une réduction des dépôts générateurs de recettes provenant de la propriété intellectuelle qui affecte la viabilité financière à long terme de l'Organisation. |
| Normes | Les deux conférences diplomatiques ont eu lieu en 2024 et ont toutes deux atteint leurs objectifs respectifs. |

3. Mécanismes de suivi, de supervision et de recours

L'Organisation a manifesté sa ferme volonté de donner suite aux conclusions des contrôles. Au 31 décembre 2024, il y avait 30 recommandations ouvertes de la DSI et du vérificateur externe des comptes, soit une réduction de près de 50% par rapport à 2023.

En tant que Directeur général de l'OMPI, je suis responsable en dernier ressort de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne et mon appréciation est fondée sur les éléments suivants :

| Première ligne | Deuxième ligne | Troisième ligne |
|---|--|--|
| <p>Les responsables de secteur qui, avec leurs équipes, s'attachent à réaliser les résultats escomptés de l'Organisation et ont signé des lettres de déclaration de responsabilité qui me fournissent des garanties. Dans ces lettres, ces fonctionnaires reconnaissent qu'il est de leur responsabilité d'établir des systèmes et mécanismes de contrôle interne en vue de prévenir ou détecter les cas de fraude et les erreurs graves, et de veiller à leur bon fonctionnement.</p> <p>Je pense également à l'engagement formel que prend chaque fonctionnaire investi de pouvoirs en matière de finances à titre de suppléant lorsqu'il accepte cette désignation. J'en conclus que cette "première ligne" est saine.</p> | <p>Le rôle de la direction est de gérer les risques de l'Organisation, notamment en matière de respect de notre cadre réglementaire, de comportement éthique, de sécurité informatique, de durabilité et d'assurance de la qualité. Nous continuerons de simplifier les processus en utilisant l'analyse de données pour surveiller efficacement les activités de contrôle lancées par la première ligne.</p> <p>Le but du Groupe de gestion des risques est de promouvoir une culture de responsabilité en matière de gestion des risques à l'OMPI et de procéder à l'analyse et au suivi de la situation financière de l'OMPI, des principaux risques pouvant peser sur la réalisation des résultats escomptés et de la présente déclaration, ainsi que de son contenu, et je considère que notre "deuxième ligne" est solide.</p> | <p>Les services consultatifs et de garantie de la Division de la supervision interne (DSI) sur lesquels je m'appuie, par l'intermédiaire du rapport annuel de sa directrice, de rapports d'audit interne et d'évaluation, ainsi que de rapports sur la gestion établis à l'issue d'enquêtes.</p> <p>En 2024, la Section de l'audit interne de la DSI a effectué des missions dans les domaines suivants : vérification du contrôle interne des demandes de remboursement au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), évaluation de la maturité et garantie en matière de cybersécurité, examen et garantie de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés, audit de la Division de la traduction du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et audit interne du Bureau de l'OMPI au Nigeria.</p> <p>Je reconnais l'importance de la troisième ligne et m'engage à ce que la direction mette en œuvre les recommandations acceptées.</p> |

Mon appréciation se fonde sur les éléments suivants :

| Supervision indépendante | | |
|--|--|---|
| <p>Vérificateur externe des comptes</p> <p>Le vérificateur externe des comptes a pour but d'apporter une garantie indépendante aux États membres et une valeur ajoutée à la gestion financière et à la gouvernance de l'OMPI, et de soutenir ses objectifs par la vérification externe des comptes. Je prends note de l'observation du vérificateur externe des comptes dans son rapport de mai 2024 selon laquelle "[l']OMPI dispose d'un bon environnement de contrôle interne" et je prends en considération toutes les recommandations formulées.</p> | <p>Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS)</p> <p>L'OCIS a notamment pour mandat de promouvoir la gestion des risques et le contrôle interne, d'analyser l'efficacité et l'indépendance opérationnelle de la fonction de supervision interne et de fournir une analyse et des conseils relatifs à la fonction de déontologie.</p> | <p>Corps commun d'inspection (CCI) des Nations Unies</p> <p>Le CCI a pour mandat de mener des évaluations, des inspections et des enquêtes à l'échelle du système. L'OMPI établit une analyse de la mise en œuvre des recommandations du CCI, qui est présentée aux États membres lors de la session du Comité du programme et budget.</p> |

Je veille en outre à ce que soient en place des mécanismes de retour d'information pour les États membres et des services de traitement des plaintes pour les clients.

4. Activités de contrôle

Le cadre de contrôle interne de l'OMPI a été renforcé suite à une analyse approfondie des contrôles clés en 2024. Les principaux résultats de cette analyse sont les suivants :

- Meilleur alignement des contrôles clés sur les principes du référentiel du COSO, garantissant une couverture complète des cinq composantes et principes.
- Les descriptions de contrôle améliorées ont porté sur les activités de contrôle plutôt que sur les descriptions de processus, ce qui a permis de mieux cibler le cadre de contrôle.
- Renforcement des liens entre les contrôles clés et les principaux risques, améliorant ainsi l'efficacité de la gestion des risques.

Le cadre de contrôle comprend plusieurs catégories de contrôles répartis comme suit : 42% de contrôles préventifs axés sur la prévention des erreurs ou des irrégularités avant qu'elles ne se produisent, tels que les contrôles des systèmes; 45% de contrôles directs qui orientent les comportements grâce à des politiques et des procédures; et 13% de contrôles de détection qui identifient les problèmes après qu'ils se sont produits, par exemple grâce à l'analyse des données. Cette répartition reflète l'importance que nous accordons à la prévention et à des indications claires, tout en maintenant des dispositifs de détection appropriés.

Les contrôles de l'OMPI affichent des niveaux de maturité élevés, 88% d'entre eux se situant au niveau 3 (opérationnels et fiables), tandis que 12% ont atteint le niveau 4 (mesurés et automatisés). Ce profil de maturité indique une conception solide et un fonctionnement régulier des contrôles dans l'ensemble de l'Organisation, ainsi que des progrès constants en matière d'automatisation et de capacités de mesure.

Figure 1 : Type de contrôle

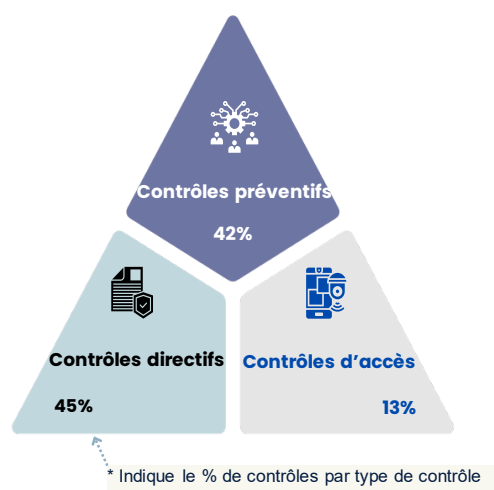
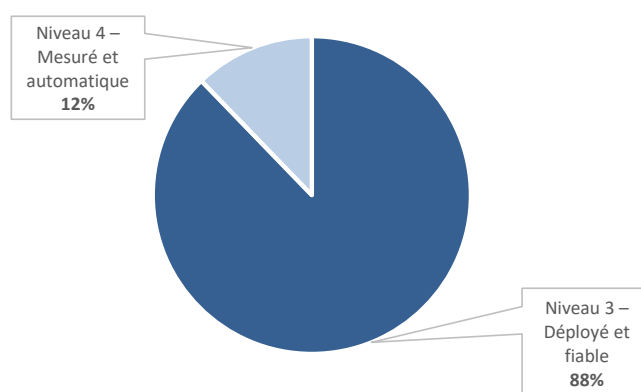


Figure 2 : Maturité du contrôle



En 2024, l'OMPI a progressé dans l'analyse des données grâce à la mise en place d'une nouvelle infrastructure en nuage et d'une interface Tableau. À la fin de 2024, les capacités d'analyse des données pour le contrôle de la conformité en première et deuxième lignes faisaient l'objet d'essais d'acceptation par les utilisateurs. En 2025, les programmes de travail prévoient d'étendre l'intégration de l'analyse des données dans les principaux processus opérationnels afin d'améliorer la fiabilité des contrôles et de tirer parti de la technologie pour automatiser le suivi des contrôles et détecter les risques en temps utile, ce qui permettra de réagir rapidement aux failles des contrôles et aux risques émergents.

5. Information et communication

Le Groupe de gestion des risques a accès à tous les registres de risques et de contrôles grâce à notre système d'analyse des données décisionnelles. Des rapports trimestriels sur les risques et un rapport annuel sur la gestion des risques permettent au Groupe de gestion des risques de faire le point sur l'évolution de la situation.

Le directeur des données et l'administrateur chargé de la protection des données supervisent les questions de gouvernance des données et de protection de la vie privée, en constante évolution, qui continuent d'être renforcées par une stratégie en matière de gouvernance des données et une attention accrue portée aux questions de protection des données. Une mise à jour est en cours concernant la politique de gestion des données de référence qui définit

l'approche applicable en matière de gestion des données essentielles et établit un point de référence unique faisant autorité qui est intégré à l'architecture de l'Organisation. D'autres améliorations porteront sur les capacités en matière de gouvernance des données et les renforceront grâce à la mise en œuvre d'outils de gestion des données de référence et d'un catalogue de données cohérent. Une politique en matière de protection des données personnelles et une politique de classement et de traitement de l'information, assorties de lignes directrices détaillées, assurent une compréhension commune des niveaux de confidentialité et de traitement approprié de l'information. Le directeur de la sécurité supervise la mise en œuvre de stratégies pluriannuelles visant à tirer parti des technologies de pointe pour renforcer la protection des systèmes et des informations de l'Organisation contre les cybermenaces.

Le portefeuille de solutions de planification des ressources de l'Organisation fournit un niveau élevé de contrôle, notamment des contrôles système au niveau des transactions et des analyses des données. Un projet de transformation de la planification des ressources de l'Organisation est en cours pour remplacer le système ERP par une nouvelle solution de logiciel en tant que service en nuage, ce qui permettra de simplifier les procédures administratives. La solution de gestion des risques à l'échelle de l'Organisation garantit la prise en charge systématique des contrôles, leur évaluation et leur mise en rapport avec les risques, selon que de besoin.

6. Normes éthiques et intégrité

Le Bureau de la déontologie, qui jouit de l'indépendance dans l'exercice de ses fonctions, m'aide le cas échéant à faire en sorte que tous les fonctionnaires de l'OMPI respectent les plus hautes normes d'éthique et d'intégrité dans l'exercice de leurs fonctions, conformément au Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, aux normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux, au code de déontologie de l'OMPI et à d'autres politiques en la matière.

Conformément à son mandat, en matière d'éthique et d'intégrité, le Bureau de la déontologie organise des formations obligatoires, élabore des programmes de sensibilisation, dispense des conseils confidentiels à tous les membres du personnel de l'OMPI, gère le programme de divulgation des intérêts financiers et autres et reçoit, examine et rend des décisions et des recommandations objectives sur les plaintes pour représailles.

En 2024, le Bureau de la déontologie a mis en œuvre plusieurs initiatives de sensibilisation visant à permettre une meilleure connaissance et compréhension des normes éthiques. Les pages Intranet du Bureau de la déontologie ont été restructurées afin de fournir des conseils concrets sur des questions éthiques telles que les conflits d'intérêts et les activités extérieures, ainsi qu'un accès facile aux ressources utiles au sein de l'OMPI. Le Bureau de la déontologie a également lancé une enquête visant à mieux faire connaître les valeurs éthiques de l'OMPI et à en rapprocher le personnel. Il a également organisé une réunion de personnel pour présenter son mandat et renforcé le dialogue avec mes responsables de secteur, en les rencontrant individuellement et collectivement. Enfin, le Bureau de la déontologie a examiné la Politique en matière de déclaration de situation financière et de déclaration d'autres intérêts et élargi son champ d'application aux conflits d'intérêts liés à la propriété intellectuelle.

7. Environnement de contrôle.

Le dispositif d'application du principe de responsabilité à l'OMPI définit les éléments qui garantissent une bonne gouvernance grâce à des assurances raisonnables concernant la fiabilité des rapports, l'efficacité et la rationalité des opérations, le respect des politiques, règles et règlements applicables et la préservation des ressources. L'environnement de contrôle de l'OMPI comprend une série de contrôles clés, à savoir les contrôles au niveau des entités et les contrôles au niveau des processus, qui assurent un contrôle ultime dans tous les domaines du référentiel du COSO.

Le portail de la politique interne de l'OMPI, lancé en 2024, permet au personnel d'accéder à toutes les publications administratives de l'OMPI, y compris les règlements, les règles, les instructions administratives, les manuels, les formulaires, les directives et d'autres documents pertinents sur un portail unique. Le cadre réglementaire de l'Organisation est examiné périodiquement, car les facteurs externes et internes évoluent. Les politiques et procédures de l'OMPI en matière d'achats reposent sur un modèle solide de délégation de pouvoirs en matière d'achats, ainsi que sur des contrôles et des rapports supplémentaires. La politique de l'OMPI relative aux sanctions applicables aux fournisseurs et le Code de conduite des fonctionnaires intervenant dans les opérations d'achat constituent des processus de contrôle importants et des mécanismes informels et formels de règlement des litiges sont en place pour le personnel.

Les valeurs essentielles de l'OMPI – "Tournés vers l'avenir", "Agir de manière responsable", "L'excellence au service des résultats" et "Unis dans l'action" – contribuent à favoriser une culture de responsabilisation et de fortes valeurs éthiques.

Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, je conclus que, en l'état actuel de mes connaissances et convictions et des informations dont je dispose, il n'existe pas de carence de nature à nuire à la fiabilité des états financiers de l'Organisation ni de problème majeur qu'il conviendrait d'évoquer dans le présent document pour la période considérée.

Daren Tang

Directeur général

Date :

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT FINANCIER I : État de la situation financière

au 31 décembre 2024
(en milliers de francs suisses)

| | Note | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Actifs courants | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 | 100 450 | 88 806 |
| Placements | 4 | 176 622 | 192 819 |
| Contributions à percevoir | 5 | 2 223 | 2 013 |
| Opérations avec contreparties directes à percevoir | 5 | 82 842 | 77 012 |
| | | 362 137 | 360 650 |
| Actifs non courants | | | |
| Investissements | 4 | 1 205 092 | 1 018 483 |
| Actifs incorporels | 6 | 27 332 | 26 389 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 318 396 | 326 952 |
| | | 1 550 820 | 1 371 824 |
| TOTAL ACTIF | | 1 912 957 | 1 732 474 |
| PASSIF | | | |
| Passifs courants | | | |
| Dettes et charges à payer | 8 | 19 531 | 21 784 |
| Prestations au personnel | 9 | 19 841 | 18 236 |
| Montants à transférer | 10 | 104 041 | 103 906 |
| Encaissements par anticipation | 11 | 332 679 | 326 598 |
| Provisions | 12 | 333 | 264 |
| Comptes courants | | 79 305 | 75 817 |
| | | 555 730 | 546 605 |
| Passifs non courants | | | |
| Prestations au personnel | 9 | 643 167 | 577 241 |
| Encaissements par anticipation | 11 | 3 400 | 3 459 |
| | | 646 567 | 580 700 |
| TOTAL PASSIF | | 1 202 297 | 1 127 305 |
| Cumul des excédents | | 909 767 | 802 314 |
| Réserve pour projets spéciaux | | 54 481 | 21 868 |
| Excédent de réévaluation des réserves | | 8 056 | 8 056 |
| Gains (pertes) actuariels par le biais des actifs nets | | -267 986 | -233 411 |
| Fonds de roulement | | 6 342 | 6 342 |
| ACTIFS NETS | | 710 660 | 605 169 |

Les notes correspondantes font partie intégrante des présents états financiers

Directeur général

ÉTAT FINANCIER II : État de la performance financière

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2024

(en milliers de francs suisses)

| | Note | 2024 | 2023 |
|---|------|----------------|----------------|
| RECETTES | | | |
| Contributions statutaires | | 18 613 | 17 574 |
| Contributions volontaires | | 10 092 | 10 148 |
| Recettes des publications | | 526 | 599 |
| Taxes | | | |
| Système du PCT | | 371 094 | 368 630 |
| Système de Madrid | | 83 323 | 84 586 |
| Système de La Haye | | 8 788 | 7 775 |
| Système de Lisbonne | | 217 | 277 |
| Sous-total des taxes | | 463 422 | 461 268 |
| Arbitrage et médiation | | 2 781 | 2 509 |
| Autres/divers produits | | 1 239 | -2 808 |
| TOTAL DES RECETTES | | 496 673 | 489 290 |
| DÉPENSES | | | |
| | 16 | | |
| Dépenses de personnel | | 252 836 | 252 288 |
| Stages et bourses de l'OMPI | | 10 038 | 9 109 |
| Voyages, formations et indemnités | | 16 905 | 14 723 |
| Services contractuels | | 113 406 | 112 117 |
| Frais de fonctionnement | | 24 530 | 25 585 |
| Matériel et fournitures | | 2 294 | 3 960 |
| Amortissement et dépréciation | | 10 052 | 9 638 |
| Charges financières | | 274 | 225 |
| TOTAL DES DÉPENSES | | 430 335 | 427 645 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) D'EXPLOITATION | | 66 338 | 61 645 |
| Gains (pertes) sur les placements | 17 | 73 728 | 52 184 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE | | 140 066 | 113 829 |

ÉTAT FINANCIER III : État des variations concernant les actifs nets

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2024
(en milliers de francs suisses)

| | Cumul des excédents | Réserve pour projets spéciaux | Excédent de réévaluation des réserves | Gains (pertes) actuariels par le biais des actifs nets | Fonds de roulement | Total des actifs nets |
|--|---------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--|--------------------|-----------------------|
| Actifs nets au 31 décembre 2022 | 678 987 | 31 366 | 20 368 | -177 097 | 6 342 | 559 966 |
| Excédent/(déficit) pour l'année 2023 | 121 063 | -7 234 | - | - | - | 113 829 |
| Transfert à destination ou en provenance de la réserve pour projets spéciaux | 103 | -103 | - | - | - | - |
| Ajustement aux excédents cumulés | 2 161 | -2 161 | - | - | - | - |
| Gains (pertes) actuariels | - | - | - | -56 314 | - | -56 314 |
| Revalorisation de terrain | - | - | -12 312 | - | - | -12 312 |
| Actifs nets au 31 décembre 2023 | 802 314 | 21 868 | 8 056 | -233 411 | 6 342 | 605 169 |
| Excédent/(déficit) pour l'année 2024 | 148 441 | -8 375 | - | - | - | 140 066 |
| Transfert à destination ou en provenance de la réserve pour projets spéciaux | -42 471 | 42 471 | - | - | - | - |
| Ajustement aux excédents cumulés | 1 483 | -1 483 | - | - | - | - |
| Gains (pertes) actuariels | - | - | - | -34 575 | - | -34 575 |
| Actifs nets au 31 décembre 2024 | 909 767 | 54 481 | 8 056 | -267 986 | 6 342 | 710 660 |

ÉTAT FINANCIER IV : État des flux de trésorerie

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2024

(en milliers de francs suisses)

| | Note | 2024 | 2023 |
|--|-------------------|----------------|-----------------|
| Flux de trésorerie des activités opérationnelles | | | |
| Excédent (déficit) pour l'exercice | État financier II | 140 066 | 113 829 |
| Amortissement et dépréciation | 6 et 7 | 10 052 | 9 638 |
| (Augmentation) diminution des comptes de débiteurs | 5 | -6 040 | 146 |
| Augmentation (diminution) des encaissements par anticipation | 11 | 6 022 | -7 262 |
| Augmentation (diminution) des dettes et créances | 8 | -2 253 | 3 707 |
| Augmentation (diminution) des montants à transférer | 10 | 135 | -11 189 |
| Augmentation (diminution) des provisions | 12 | 69 | -307 |
| Augmentation (diminution) des comptes courants | | 3 488 | -9 026 |
| Mouvements dans les prestations dues au personnel ¹⁾ | | 32 956 | 34 284 |
| Intérêts, dividendes, gains/pertes sur les investissements, gains/pertes de change ²⁾ | | -75 695 | -48 203 |
| Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles | | 108 800 | 85 617 |
| Flux de trésorerie des activités d'investissement | | | |
| Addition aux immobilisations corporelles | 7 | -1 020 | -2 585 |
| Cession d'immobilisations corporelles | 7 | 64 | 264 |
| (Augmentation) diminution des actifs incorporels | 6 | -1 483 | -1 860 |
| (Augmentation) diminution des placements | 4 | -170 412 | -283 161 |
| Augmentation (diminution) de la juste valeur des placements | 4 | 61 059 | 45 996 |
| Dividendes et intérêts sur les placements | 17 | 14 433 | 6 886 |
| Flux de trésorerie nets des activités d'investissement | | -97 359 | -234 460 |
| Flux de trésorerie des activités de financement | | | |
| Augmentation (diminution) des obligations au titre des contrats de location-financement | | - | -310 |
| Flux de trésorerie nets des activités de financement | | - | -310 |
| Effet des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | | |
| | | 203 | -4 679 |
| Augmentation (diminution) nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | | | |
| | | 11 644 | -153 832 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année | | | |
| | 3 | 88 806 | 242 638 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année | | | |
| | 3 | 100 450 | 88 806 |

1) N'inclut pas l'effet de la comptabilisation des gains/pertes actuariels dans les actifs nets.

2) Les intérêts créditeurs, les dividendes reçus, l'intérêt payé sur les emprunts, l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les gains ou pertes sur les placements.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – recettes

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2024
(en milliers de francs suisses)

| | Budget initial 2024 1) | Budget actualisé 2024 2) | Recettes effectives sur une base comparable 2024 | Différence 2024 3) |
|---------------------------|------------------------------|--------------------------------|---|--------------------------|
| Contributions statutaires | 17 615 | 17 615 | 17 615 | - |
| Taxes | | | | |
| Système du PCT | 366 563 | 373 370 | 371 094 | -2 276 |
| Système de Madrid | 83 876 | 83 680 | 83 323 | -357 |
| Système de La Haye | 7 858 | 8 490 | 8 788 | 298 |
| Système de Lisbonne | 100 | 100 | 217 | 117 |
| Sous-total des taxes | 458 397 | 465 640 | 463 422 | -2 218 |
| Arbitrage et médiation | 1 700 | 1 700 | 2 781 | 1 081 |
| Publications | 470 | 470 | 526 | 56 |
| Autres/divers | 1 019 | 1 019 | 2 327 | 1 308 |
| TOTAL DES RECETTES | 479 201 | 486 444 | 486 671 | 227 |

1) Le budget initial correspond à la première année du programme et budget approuvé pour l'exercice biennal 2024-2025. Le montant estimatif des recettes de l'exercice biennal, qui s'élève à 972,6 millions de francs suisses, a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023.

2) Le budget actualisé intègre des estimations de recettes actualisées pour les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye conformément aux prévisions d'octobre 2024 du Département de l'économie et de l'analyse de données.

3) Écart entre le budget actualisé pour 2024 et les recettes réelles sur une base comparable pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2024.

ÉTAT FINANCIER V : État de comparaison des montants budgétaires et des montants réels – dépenses

pour l'année s'achevant le 31 décembre 2024
(en milliers de francs suisses)

| | Budget initial 2024 1) | Budget après virements 2024 2) | Dépenses effectives sur une base comparable 2024 | Différence 2024 3) |
|---|---------------------------------|--|--|--------------------------|
| Secteur | | | | |
| Brevets et technologie | 106 625 | 104 858 | 101 051 | 3 807 |
| Marques et dessins et modèles | 39 433 | 41 027 | 36 192 | 4 835 |
| Droit d'auteur et industries de la création | 18 830 | 18 143 | 16 038 | 2 105 |
| Développement régional et national | 40 014 | 43 508 | 37 094 | 6 414 |
| Infrastructure et plateformes | 20 758 | 20 475 | 18 629 | 1 846 |
| Enjeux et partenariats mondiaux | 14 634 | 16 015 | 14 395 | 1 620 |
| Écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation | 25 134 | 26 119 | 24 824 | 1 295 |
| Administration, finances et gestion | 157 358 | 149 213 | 135 143 | 14 070 |
| Non affecté | 4 083 | 6 047 | - | 6 047 |
| TOTAL DES DÉPENSES | 426 869 | 425 405 | 383 366 | 42 039 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET | 52 332 | 61 039 | 103 305 | 42 266 |
| Gains/(pertes) liés aux placements 4) | | | 73 728 | |
| Ajustements IPSAS à l'excédent 5) | | | -32 605 | |
| Comptes spéciaux et projets financés sur les réserves | | | -4 362 | |
| SOLDE NET AJUSTÉ SELON LES NORMES IPSAS | | | 140 066 | |

1) Le budget initial correspond à la première année du programme de travail et budget approuvé pour l'exercice biennal 2024-2025. Le montant estimatif du budget de l'exercice biennal, qui s'élève à 857,3 millions de francs suisses, a été approuvé par les assemblées des États membres de l'OMPI en juillet 2023.

2) Le budget après virements tient compte des virements budgétaires effectués à la date du 31 décembre 2024.

3) Écart entre le budget après virements 2024 et les dépenses réelles sur une base comparable pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2024.

4) Les prévisions de gains/(pertes) de placement ont été exclus du programme de travail et budget pour 2024-2025.

5) Les ajustements apportés aux excédents en vertu des normes IPSAS sont détaillés dans la note n° 15 des présents états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note n° 1 : Objectifs et budget de l'Organisation

L'OMPI exerce ses activités conformément à la Convention instituant l'OMPI qui a été signée à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifiée le 28 septembre 1979. L'OMPI a été reconnue comme institution spécialisée du système des Nations Unies en 1974. Basée à Genève, elle jouit des privilèges et immunités accordés en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de l'ONU de 1947 et de l'Accord de siège de 1970 conclu avec le Conseil fédéral suisse. Elle est notamment exemptée de la plupart des impôts directs et indirects. L'OMPI a également des bureaux extérieurs à Abuja, Alger, Beijing, Moscou, Rio de Janeiro, Singapour et Tokyo, ainsi qu'un bureau de coordination situé à New York.

La vision de l'OMPI est de contribuer à créer un monde où l'innovation et la créativité, d'où qu'elles viennent, sont stimulées par la propriété intellectuelle, dans l'intérêt général. À cette fin, l'OMPI joue un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un écosystème mondial de propriété intellectuelle équilibré et inclusif. L'OMPI travaille avec les États membres et les autres parties prenantes pour faire en sorte que la propriété intellectuelle soit considérée comme un outil permettant à chaque État membre de créer des emplois, attirer des investissements, stimuler la croissance des entreprises et, en définitive, de développer son économie et sa société pour un avenir meilleur et plus durable.

L'OMPI est financée par les taxes découlant des services qu'elle fournit, les contributions statutaires versées par ses États membres et les contributions volontaires des États membres et d'autres donateurs. Elle exerce ses activités dans le cadre d'un programme de travail et budget biennal qui prévoit les crédits représentant les autorisations de dépenses budgétaires approuvées par les assemblées pour l'exercice financier. L'approbation des crédits donne pouvoir au Directeur général d'engager et d'autoriser les dépenses et d'effectuer les paiements aux fins prévues, dans les limites des crédits.

Note n° 2 : Principales méthodes comptables

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont présentés en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'OMPI, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices établis.

Sauf indication contraire, les états financiers ont été établis sur la base du coût historique. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité.

La norme IPSAS 44 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, a été publiée en mai 2022, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2025. Elle a été appliquée par l'OMPI en 2024 et n'a pas d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 45 – Immobilisations corporelles, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2025. Elle a été appliquée par l'OMPI en 2024 et n'a pas d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 46 – Mesure, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2025. Elle a été appliquée par l'OMPI en 2024 et n'a pas d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 47 – Revenus, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. L'OMPI analyse actuellement les incidences de cette norme.

La norme IPSAS 48 – Frais de transfert, a été publiée en mai 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. L'OMPI analyse actuellement les incidences de cette norme.

La norme IPSAS 49 – Régimes de retraite, a été publiée en novembre 2023, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2026. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

La norme IPSAS 50 – Exploration et évaluation des ressources minérales, a été publiée en novembre 2024, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2027. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Organisation.

Les modifications des normes IPSAS 43, IPSAS 47 et IPSAS 48, Baux de concession et autres accords transférant des droits sur des actifs, ont été publiées en octobre 2024, avec pour date de mise en œuvre le 1^{er} janvier 2027. L'OMPI analyse actuellement les incidences de ces modifications.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Placements

Les placements sont classés en actifs à court terme et à long terme, en fonction de l'échéance des objectifs de placements. Si l'échéance est inférieure ou égale à un an, ils sont classés en tant qu'actifs à court terme et si elle est supérieure à un an, ils sont classés parmi les actifs à long terme.

Opérations en monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'OMPI est le franc suisse. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses au taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies, ou un taux de référence comparable utilisé sur les marchés financiers, en vigueur à la date de ces opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'OMPI, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations avec contrepartie directe qui incluent les taxes requises pour les demandes selon le système du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), du système de Madrid et du système de La Haye sont comptabilisés à la date de publication. Les recettes provenant des taxes perçues pour des demandes non publiées à la date d'établissement des états financiers sont reportées jusqu'à la publication de la demande. La part de la taxe de dépôt selon le PCT couvrant les coûts de traduction des rapports de brevetabilité établis dans une langue autre que l'anglais reçus après publication est également reportée jusqu'à ce que la traduction soit terminée. Toutes les autres taxes selon les systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye sont comptabilisées lorsque les services couverts par ces taxes ont été fournis. Les recettes provenant des publications sont comptabilisées une fois les marchandises fournies dans leur totalité. Les recettes provenant des services d'arbitrage et de médiation sont comptabilisées après fourniture des services liés à la soumission d'une demande qui sont couverts par les taxes perçues. Les frais de carte de crédit relatifs à des paiements reçus pour des opérations avec contrepartie directe sont comptabilisés dans le poste "autres/diverses recettes".

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les contributions volontaires aux comptes spéciaux fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions statutaires sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte l'évaluation.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Créances

Les créances issues d'opérations avec contrepartie directe comprennent les taxes imposées aux utilisateurs des services de propriété intellectuelle de l'OMPI au travers des systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie exigible lorsque l'enregistrement de la demande internationale a été effectué pour les taxes relatives aux systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye.

Les créances provenant de transactions sans contrepartie incluent les contributions statutaires non perçues. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie exigible. Il est constitué une provision pour créances irrécouvrables, égale aux contributions statutaires gelées par l'Assemblée générale en 1989 et 1991 auxquelles s'ajoutent les contributions à recevoir des États membres qui ont perdu le droit de vote conformément à l'article 11, alinéa 5), de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

Immobilisations corporelles

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 10 000 francs suisses. Les profits et les pertes dégagés sur la cession sont déterminés par comparaison du produit de la cession à la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans l'état des résultats financiers. Les actifs patrimoniaux, y compris les œuvres d'art léguées, ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Les terrains sont présentés à la valeur opérationnelle actuelle telle que déterminée par une évaluation indépendante en conformité avec les normes d'évaluation internationales. Toute modification de la valeur opérationnelle actuelle est comptabilisée directement dans les actifs nets par le biais de l'écart de réévaluation des réserves. Les bâtiments et constructions occupés sont évalués au coût de construction lorsqu'ils sont neufs, auquel s'ajoute le coût des améliorations ultérieures, diminué de l'amortissement cumulé. En ce qui concerne la comptabilisation initiale des bâtiments occupés au 1er janvier 2010, date de passage aux normes IPSAS, la valeur à neuf est déterminée par référence à un coût présumé calculé par un consultant externe et qui représente la valeur de chaque composante à la construction ainsi que les améliorations existantes à la date de la comptabilisation initiale, déduction faite de l'amortissement cumulé basé sur la durée d'utilité restante de chaque composante. Les coûts ultérieurs des rénovations majeures et les améliorations apportées aux bâtiments et constructions qui augmentent ou prolongent les avantages économiques futurs ou le potentiel de service sont évalués au prix coûtant.

L'amortissement est déduit de manière à amortir la totalité du coût des immobilisations corporelles sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode linéaire. Lorsque des immobilisations ne sont utilisées qu'une partie de l'année (acquisition, cession ou mise hors service durant l'année), l'amortissement n'est déduit que pour les mois pendant lesquels l'immobilisation a été utilisée. Les gammes de durées d'utilité suivantes sont appliquées aux différentes catégories et éléments d'immobilisations :

| Classe/Composante | Durée d'utilité estimée |
|---|-------------------------|
| Équipement | |
| Communications et équipement informatique | 5 – 10 ans |
| Véhicules | 15 ans |
| Meubles et mobilier | 10 ans |
| Bâtiments | |
| Structure | 50 – 100 ans |
| Façade | 50 ans |
| Bornes du périmètre/Murs d'enceinte | 20 – 80 ans |
| Amélioration des terrains | 40 – 50 ans |
| Toiture | 50 – 60 ans |
| Sols, murs, escaliers | 50 ans |
| Finition des sols et des murs | 20 – 40 ans |
| Aménagements spécialisés | 15 – 40 ans |
| Chauffage et ventilation | 25 – 30 ans |
| Installations sanitaires | 40 ans |
| Installations électriques | 25 – 50 ans |
| Ascenseurs | 40 ans |

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont examinées pour toute dépréciation résultant d'événements ou de changements indiquant que la valeur comptable de l'actif n'est pas recouvrable. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, le cas échéant, la dépréciation. Toute dépréciation figure dans l'état de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. L'amortissement est fourni sur une base linéaire de tous les actifs incorporels de durée déterminée, à des taux qui amortiront le coût ou la valeur des actifs durant leurs durées d'utilité. Les durées d'utilité des principales catégories d'actifs incorporels ont été estimées comme suit :

| Classe | Durée d'utilité estimée |
|---------------------------------|---------------------------|
| Logiciels acquis à l'extérieur | 5 ans |
| Logiciels développés en interne | 5 ans |
| Licences et droits | Durée des licences/droits |

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts encourus pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les logiciels ou licences de logiciel achetés à l'extérieur sont comptabilisés comme un actif s'ils ont un coût de 40 000 francs suisses ou plus par unité. Les coûts directement liés au développement en interne de logiciels destinés à être utilisés par l'OMPI sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels uniquement si les critères de comptabilisation au titre de la norme IPSAS 31 sont remplis. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels.

Les droits d'utilisation de la propriété sur le Canton de Genève, acquis par l'Organisation par achat, ont été comptabilisés au coût historique et sont amortis sur la durée restante du prêt. Les droits d'utilisation de la propriété, octroyés par le Canton de Genève et acquis sans frais, qui reviennent au Canton à la fin du prêt, ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, soit généralement au prix de transaction. L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification. L'OMPI classe ses actifs financiers comme mesurés soit au coût amorti, soit à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. La classification dépend du modèle de gestion de l'OMPI pour les actifs financiers et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de ces actifs. L'OMPI évalue de manière prospective les pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers classés comme mesurés au coût amorti.

Passifs financiers

L'OMPI comptabilise initialement ses passifs financiers à leur juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

L'OMPI utilise des instruments financiers dérivés tels que les contrats de change à terme destinés à couvrir les risques de change. Ces instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur.

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuaire indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne l'obligation au titre de l'AMCS, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les congés annuels cumulés, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et les récompenses, et pour les allocations d'études payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses courantes.

L'OMPI est une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la "Caisse") créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes à ses employés. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose collectivement les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'OMPI et la Caisse, comme les autres organisations qui participent à cette dernière, ne sont pas en mesure d'identifier la part proportionnelle revenant à l'OMPI des obligations relatives à ces prestations, des actifs de la Caisse et des coûts associés à la Caisse de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'OMPI a donc comptabilisé ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Les contributions de l'OMPI à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Contrats de location

Les accords qui confèrent le droit de contrôler un actif donné pendant une période donnée en échange d'une contrepartie sont comptabilisés comme des contrats de location. Les paiements au titre des contrats de location sont comptabilisés en tant que dépenses sur une base linéaire pendant la période de location.

Provisions

Si l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, les provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour liquider l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Comptes courants

L'Organisation offre aux déposants de demandes selon le PCT, le système de Madrid et le système de La Haye les moyens de déposer des fonds sur des "comptes courants" pour lesquels l'Organisation joue le rôle de dépositaire dans l'attente de l'utilisation des fonds destinés à couvrir les taxes requises pour déposer des demandes individuelles et des renouvellements. Ces fonds sont détenus jusqu'au dépôt des demandes spécifiques. Dès réception de la demande et de l'autorisation de débiter le compte courant, une partie du solde du compte courant est réservée à la demande et n'est donc pas disponible pour d'autres opérations. Le montant des fonds réservés au 31 décembre 2024 s'élevait à 13,1 millions de francs suisses.

Actifs nets

Les actifs nets de l'Organisation représentent le solde de ses réserves, qui comprennent les réserves (excédents cumulés, réserve pour projets spéciaux et écart de réévaluation) et les fonds de roulement. L'Organisation comptabilise par ailleurs les gains et pertes actuariels directement dans les actifs nets. L'Organisation gère ses niveaux de réserves conformément à sa politique en matière de réserves.

Les excédents cumulés de l'Organisation représentent le résultat net cumulé des opérations durant l'année considérée et les périodes précédentes après l'incidence des normes IPSAS. La politique de l'OMPI en matière de réserves établit les principes et le mécanisme d'approbation de l'utilisation des réserves pour financer des projets ponctuels d'améliorations essentielles et des situations exceptionnelles. La réserve pour projets spéciaux contient les crédits alloués aux projets à financer au moyen des réserves, déduction faite des dépenses cumulées. L'écart de réévaluation des réserves comprend les résultats de la réévaluation du terrain appartenant à l'Organisation sur lequel le nouveau bâtiment a été construit. Les fonds de roulement sont créés afin d'assurer le financement des crédits en cas de déficit temporaire de trésorerie et pour toutes autres fins décidées par les assemblées des États membres et des unions. Les fonds de roulement sont financés au moyen de contributions et sont détenus par l'OMPI pour le compte des États membres des différentes unions.

Information sectorielle

L'information sectorielle repose sur les unions qui composent l'OMPI. Les recettes et les dépenses de l'Organisation sont réparties entre les unions, selon une méthode de répartition approuvée par l'Assemblée générale de l'OMPI (Programme de travail et budget pour 2024-2025, annexe IV). La méthode consiste à répartir les recettes et les dépenses par secteur, puis par union, sur la base d'une combinaison de critères tels que les recettes et les dépenses directes, les effectifs et la capacité de paiement de chacune des unions. Les dépenses directes des unions sont réparties entre les unions soit en intégralité, soit sur la base d'estimations des secteurs. Les dépenses administratives directes sont réparties entre les unions sur la base de l'effectif relatif. Les dépenses indirectes de l'union et les dépenses administratives indirectes sont réparties entre les unions sur la base du principe de la "capacité de paiement". Si l'union dispose d'un niveau de réserves supérieur au montant recommandé, elle est réputée être à même de financer les activités indirectes n'étant pas directement liées à l'union. La "capacité de paiement" représente la différence entre les recettes prévisionnelles biennales d'une union, d'une part, et les dépenses directes de l'union et ses dépenses administratives directes, d'autre part. La mesure dans laquelle cet appui peut être fourni par chaque union est fonction de la proportion relative dans laquelle ses recettes dépassent ses dépenses directes. Les seuls frais intersegments représentent les coûts d'appui aux programmes encourus par les unions à l'appui des comptes spéciaux. Les coûts

d'appui aux programmes sont imputés aux comptes spéciaux sur la base d'un pourcentage des dépenses directes totales spécifiées dans l'accord avec le donateur qui verse la contribution volontaire. Les actifs et les passifs de l'OMPI ne sont pas alloués à des segments individuels, puisque le budget total appartient à l'Organisation dans son ensemble; cependant, la part de chaque union de l'actif net de l'Organisation, y compris les réserves et les fonds de roulement, est comptabilisée par segment.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Le caractère raisonnable des bases sur lesquelles reposent les estimations et les hypothèses est évalué lors de la préparation des états financiers. Les estimations comprennent, sans pour autant s'y limiter : les engagements relatifs à l'AMCS, les primes de rapatriement et les provisions pour les voyages ainsi que les engagements relatifs aux congés annuels cumulés (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements au titre des prestations dues au personnel, les provisions pour les procédures judiciaires, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs, les charges à payer et le degré de dépréciation des immobilisations. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

Tous les soldes sont libellés en milliers de francs suisses, ce pour quoi il peut y avoir de petites différences lorsque les chiffres sont arrondis.

Note n° 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Fonds en caisse | 33 | 48 |
| Dépôts auprès de banques | 20 318 | 22 619 |
| Dépôts à terme, moins de 3 mois | 55 000 | 38 000 |
| Comptes à préavis | 14 684 | 8 806 |
| Total de la trésorerie d'exploitation et principale | 90 035 | 69 473 |
| Dépôts auprès de banques | 10 415 | 19 333 |
| Total des investissements stratégiques | 10 415 | 19 333 |
| Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 100 450 | 88 806 |

Note n° 4 : Placements

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Investissements à court terme (trésorerie d'exploitation) | 178 746 | 183 888 |
| Instruments financiers dérivés | -2 124 | 8 931 |
| Investissements courants | 176 622 | 192 819 |
| Portefeuille des investissements à moyen terme (trésorerie principale) | 931 375 | 788 981 |
| Portefeuille des investissements à long terme (trésorerie stratégique) | 273 717 | 229 502 |
| Investissements non courants | 1 205 092 | 1 018 483 |
| Total des investissements | 1 381 714 | 1 211 302 |

Les instruments financiers dérivés sont des contrats de change à terme. L'évolution de la valeur de la trésorerie d'exploitation, du portefeuille de base et des placements stratégiques de portefeuille au cours de l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2024 se présente comme suit :

| | Investissements de la trésorerie d'exploitation | Investissements de trésorerie principale | Investissements stratégiques |
|---|---|--|---------------------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | | |
| Juste valeur des investissements au 31 décembre 2023 | 183 888 | 788 981 | 229 502 |
| Achats au titre des investissements | 8 498 | 85 799 | 19 309 |
| Dividendes sur les investissements | 1 201 | 6 394 | 1 779 |
| Sortie d'investissements | -14 442 | - | - |
| Gains (pertes) de change sur les investissements | 230 | 8 456 | 3 813 |
| Augmentation/(diminution) de la juste valeur | -629 | 41 745 | 19 314 |
| Juste valeur des investissements au 31 décembre 2024 | 178 746 | 931 375 | 273 717 |

Note n° 5 : Créances

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Contributions statutaires | 2 216 | 2 013 |
| Contributions volontaires | 7 | - |
| Créances de contributions | 2 223 | 2 013 |
| Débiteurs du PCT | 57 829 | 57 247 |
| Débiteurs de Madrid | 167 | 305 |
| Autres créances | 18 545 | 12 903 |
| Avances et paiements anticipés | 6 301 | 6 557 |
| Opérations avec contreparties directes à percevoir | 82 842 | 77 012 |
| Total des comptes de débiteurs | 85 065 | 79 025 |

Les autres créances comprennent les impôts des États-Unis d'Amérique remboursables, les impôts suisses remboursables, les fonds avancés à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), les créances de carte de crédit et les autres créances. Les avances et paiements anticipés comprennent les avances accordées aux fonctionnaires au titre des indemnités pour frais d'étude, les fonds avancés au Programme des Nations Unies pour le développement, les fonds avancés au titre d'accords de partenariat et les autres charges payées d'avance.

Note n° 6 : Immobilisations incorporelles

| Mouvements en 2024 | Droits de superficie | Logiciels achetés à l'extérieur | Logiciels développés en interne | Actifs incorporels en cours de développement | Total |
|-------------------------------------|----------------------|---------------------------------|---------------------------------|--|---------------|
| (en milliers de francs suisses) | | | | | |
| 31 décembre 2023 | | | | | |
| Valeur comptable brute | 34 290 | 841 | 4 419 | 4 251 | 43 801 |
| Amortissements cumulés | -12 236 | -757 | -4 419 | - | -17 412 |
| Valeur comptable nette | 22 054 | 84 | - | 4 251 | 26 389 |
| Mouvements en 2024 | | | | | |
| Entrées | - | - | - | 1 483 | 1 483 |
| Transferts | - | - | 1 580 | -1 580 | - |
| Sorties | - | - | - | - | - |
| Amortissement des sorties | - | - | - | - | - |
| Amortissement | -440 | -21 | -79 | - | -540 |
| Total des mouvements en 2024 | -440 | -21 | 1 501 | -97 | 943 |
| 31 décembre 2024 | | | | | |
| Valeur comptable brute | 34 290 | 841 | 5 999 | 4 154 | 45 284 |
| Amortissements cumulés | -12 676 | -778 | -4 498 | - | -17 952 |
| Valeur comptable nette | 21 614 | 63 | 1 501 | 4 154 | 27 332 |
| Mouvements en 2023 | Droits de superficie | Logiciels achetés à l'extérieur | Logiciels développés en interne | Actifs incorporels en cours de développement | Total |
| (en milliers de francs suisses) | | | | | |
| 31 décembre 2022 | | | | | |
| Valeur comptable brute | 34 290 | 772 | 4 419 | 2 460 | 41 941 |
| Amortissements cumulés | -11 796 | -741 | -4 419 | - | -16 956 |
| Valeur comptable nette | 22 494 | 31 | - | 2 460 | 24 985 |
| Mouvements en 2023 | | | | | |
| Entrées | - | 69 | - | 1 791 | 1 860 |
| Transferts | - | - | - | - | - |
| Sorties | - | - | - | - | - |
| Amortissement des sorties | - | - | - | - | - |
| Amortissement | -440 | -16 | - | - | -456 |
| Total des mouvements en 2023 | -440 | 53 | - | 1 791 | 1 404 |
| 31 décembre 2023 | | | | | |
| Valeur comptable brute | 34 290 | 841 | 4 419 | 4 251 | 43 801 |
| Amortissements cumulés | -12 236 | -757 | -4 419 | - | -17 412 |
| Valeur comptable nette | 22 054 | 84 | - | 4 251 | 26 389 |

Les droits de superficie relatifs à la parcelle 4008 au Petit-Saconnex dans la ville de Genève ont été acquis de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1996. Ces droits avaient été octroyés à l'OMM par la République et Canton de Genève. À la date de l'achat, les droits initiaux étaient encore valables pour 78 ans, jusqu'en 2073, sauf prorogation par le Canton. La République et Canton de Genève a octroyé à l'OMPI les droits de superficie relatifs au terrain sur lequel se situent les bâtiments Árpád Bogsch et Georg Bodenhansen. Ces droits de superficie ont été octroyés à l'Organisation sans contrepartie financière, et aucune valeur n'a été comptabilisée dans les états financiers. Les droits sont valables jusqu'en 2032, date à laquelle ils expireront s'ils ne sont pas renouvelés d'un commun accord entre l'OMPI et la République et Canton de Genève. L'Organisation ne peut disposer des droits au moyen d'une vente ou d'un transfert sans en avertir, au moins un an à l'avance, l'État de Genève, qui détient un droit de préemption, à moins que la vente ou le transfert ne soit effectué au profit d'une autre organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève.

Note n° 7 : Immobilisations corporelles

| Mouvements en 2024 | Bâtiments | Terrains | Équipement | Total |
|--|-----------|----------|------------|-------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | | | |

31 décembre 2023

| | | | | |
|-------------------------------|----------------|---------------|--------------|-----------------|
| Valeur comptable brute | 407 338 | 21 610 | 5 049 | 433 997 |
| Amortissements cumulés | -103 137 | - | -3 908 | -107 045 |
| Valeur comptable nette | 304 201 | 21 610 | 1 141 | 326 952 |

Mouvements en 2024

| | | | | |
|-------------------------------------|---------------|----------|-------------|---------------|
| Entrées | 955 | - | 65 | 1 020 |
| Réévaluation | - | - | - | - |
| Sorties | - | - | -462 | -462 |
| Amortissement sorties | - | - | 398 | 398 |
| Amortissements | -9 242 | - | -270 | -9 512 |
| Total des mouvements en 2024 | -8 287 | - | -269 | -8 556 |

31 décembre 2024

| | | | | |
|-------------------------------|----------------|---------------|------------|-----------------|
| Valeur comptable brute | 408 293 | 21 610 | 4 652 | 434 555 |
| Amortissements cumulés | -112 379 | - | -3 780 | -116 159 |
| Valeur comptable nette | 295 914 | 21 610 | 872 | 318 396 |

| Mouvements en 2023 | Bâtiments | Terrains | Équipement | Total |
|--|-----------|----------|------------|-------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | | | |

31 décembre 2022

| | | | | |
|-------------------------------|----------------|---------------|--------------|----------------|
| Valeur comptable brute | 404 993 | 33 922 | 5 980 | 444 895 |
| Amortissements cumulés | -94 221 | - | -4 548 | -98 769 |
| Valeur comptable nette | 310 772 | 33 922 | 1 432 | 346 126 |

Mouvements en 2023

| | | | | |
|--|---------------|----------------|-------------|----------------|
| Entrées | 2 345 | - | 240 | 2 585 |
| Réévaluation | - | -12 312 | - | -12 312 |
| Sorties et décomptabilisations | - | - | -1 171 | -1 171 |
| Amortissement des sorties et décomptabilisations | - | - | 907 | 907 |
| Amortissements | -8 916 | - | -267 | -9 183 |
| Total des mouvements en 2023 | -6 571 | -12 312 | -291 | -19 174 |

31 décembre 2023

| | | | | |
|-------------------------------|----------------|---------------|--------------|-----------------|
| Valeur comptable brute | 407 338 | 21 610 | 5 049 | 433 997 |
| Amortissements cumulés | -103 137 | - | -3 908 | -107 045 |
| Valeur comptable nette | 304 201 | 21 610 | 1 141 | 326 952 |

L'OMPI détient du matériel totalement amorti encore utilisé d'une valeur comptable brute de 2,5 millions de francs suisses. Le terrain sur lequel le nouveau bâtiment a été construit a initialement été acquis par l'Organisation pour 13,6 millions de francs suisses en 1998, mais il est détenu à sa valeur opérationnelle actuelle, évaluée sur la base des normes d'évaluation internationales par un évaluateur indépendant. Le résultat net des réévaluations atteignant 8,0 millions de francs suisses au total est inclus dans l'écart de réévaluation qui fait partie de l'actif net de l'OMPI. La plus récente évaluation de ce terrain, effectuée par un évaluateur indépendant en 2023, indiquait une valeur opérationnelle actuelle de 21,6 millions de francs suisses. La valeur a été estimée par comptabilisation à un rendement

d'investissement approprié des recettes potentielles prévues provenant de la propriété. Le revenu potentiel est calculé sur la base des locations comparables sur le marché, en tenant compte de la qualité des espaces et de leur emplacement. Le rendement a été choisi par rapport à la qualité perçue et à la durée du revenu, ainsi qu'au potentiel de croissance des loyers, et a été recoupé avec les résultats de ventes comparables.

L'OMPI détient des objets patrimoniaux qui représentent des articles offerts ou prêtés à l'Organisation par des représentants d'États membres, par d'autres entités publiques ou privées ou par des particuliers. Ces objets patrimoniaux détenus par l'OMPI sont notamment des peintures, des sculptures, des objets de décoration, des documents historiques et d'autres œuvres d'art. Au 31 décembre 2024, l'Organisation détenait au total 845 objets patrimoniaux. L'OMPI ne détient pas ces objets patrimoniaux dans le but d'en tirer des avantages économiques, et ceux-ci ne présentent aucun potentiel d'utilisation dans le cadre des activités de l'OMPI. Par conséquent, conformément à la norme IPSAS 45, l'OMPI ne comptabilise pas ces objets patrimoniaux dans l'état de la situation financière. Les 845 objets sont classés comme suit :

| Nombre d'œuvres d'art | 2024 | 2023 |
|-----------------------------|------------|------------|
| Œuvres d'art encadrées | 234 | 218 |
| Objets décoratifs | 126 | 113 |
| Autres objets commémoratifs | 86 | 78 |
| Sculptures | 84 | 82 |
| Tapisseries et tapis | 42 | 40 |
| Mobilier | 38 | 38 |
| Céramique/porcelaine | 33 | 30 |
| Arts primitifs | 25 | 25 |
| Argenterie | 21 | 21 |
| Autres œuvres d'art | 156 | 150 |
| Total | 845 | 795 |

En vertu de la politique de l'OMPI en matière de gestion des biens et du manuel sur la gestion des biens de l'OMPI, l'Organisation dispose de processus et de procédures de gestion des objets patrimoniaux, notamment afin de déterminer en dernier ressort si un objet est une œuvre d'art. Les objets patrimoniaux sont conservés dans un local à accès contrôlé jusqu'à ce qu'une décision soit prise concernant leur placement. Les objets patrimoniaux sont inclus dans le processus d'inventaire physique annuel de l'Organisation, et des confirmations officielles attestant que les objets patrimoniaux sont détenus par l'OMPI sont fournies aux donateurs sur demande.

Note n° 8 : Dettes fournisseurs et charges à payer

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Créditeurs commerciaux – Comptes de créanciers | 17 815 | 19 971 |
| Passifs transitoires divers | 1 410 | 735 |
| Autres créditeurs commerciaux | 306 | 1 078 |
| Total des dettes fournisseurs et charges à payer | 19 531 | 21 784 |

Les dettes fournisseurs et charges à payer englobent les factures non réglées des fournisseurs, y compris la réévaluation des factures dues dans d'autres monnaies que le franc suisse.

Note n° 9 : Prestations au personnel

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Congé annuel (fonctionnaires) | 1 615 | 1 777 |
| Congé annuel (personnel temporaire) | 475 | 490 |
| Prestations versées à la cessation de service | 511 | 563 |
| Caisse de retraite fermée | 294 | 310 |
| Prime de rapatriement et voyage | 3 337 | 2 986 |
| Congé dans les foyers | 737 | 471 |
| Heures supplémentaires et heures de crédit | 99 | 38 |
| Indemnité pour frais d'études | 2 412 | 2 225 |
| Récompenses | 540 | 604 |
| Assurance maladie après la cessation de service | 9 718 | 8 669 |
| Autres prestations au personnel | 103 | 103 |
| Total, obligations au titre des prestations au personnel sous contrat | 19 841 | 18 236 |
| Caisse de retraite fermée | 1 481 | 1 567 |
| Congé annuel (fonctionnaires) | 15 571 | 16 317 |
| Prime de rapatriement et voyage | 11 470 | 10 721 |
| Assurance maladie après la cessation de service | 614 645 | 548 636 |
| Total, obligations au titre des prestations au personnel plus sous contrat | 643 167 | 577 241 |
| Total, obligations au titre des prestations au personnel | 663 008 | 595 477 |

Les prestations à long terme dues au personnel comprennent l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), la prime de rapatriement et voyage et les congés annuels (postes) :

AMCS : les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'Organisation prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie.

Prime de rapatriement et voyage : l'Organisation a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement, voyage et déménagement à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service.

Congé annuel (postes) : les congés annuels font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année

donnée et un total cumulé de 60 jours. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement, jusqu'à un maximum de 60 jours.

Les engagements au titre des prestations au personnel relatifs à l'AMCS, à la prime de rapatriement et voyage et aux congés annuels (postes) sont calculés par un actuaire indépendant. Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre des prestations au personnel. On trouvera une description des facteurs ayant une incidence sur l'ampleur de l'engagement au titre de l'AMCS sous la rubrique "Examen et analyse" qui précède les présents états financiers. Les principales hypothèses actuarielles appliquées au calcul de ces engagements sont détaillées ci-dessous. Les taux d'actualisation ont été déterminés au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA :

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Assurance maladie après la cessation de service | | |
| Taux d'actualisation | 1,50% | 1,80% |
| Monnaie du taux d'actualisation | CHF, EUR, USD (pondéré) | CHF, EUR, USD (pondéré) |
| Taux tendanciel des dépenses de santé – initial | 2,40% | 3,20% |
| Taux tendanciel des dépenses de santé – final | 2,40% | 2,60% |
| Remboursement annuel des frais médicaux (par âge) : | Coût (CHF) | Coût (CHF) |
| 50 | 6 169 | 5 712 |
| 55 | 6 944 | 6 368 |
| 60 | 8 287 | 7 453 |
| 65 | 10 082 | 9 879 |
| 70 | 12 264 | 11 661 |
| 75 | 13 807 | 12 744 |
| 80 | 18 985 | 17 196 |
| 85+ | 19 755 | 17 716 |
| Prime de rapatriement et voyage | | |
| Taux d'actualisation | 5,40% | 4,90% |
| Monnaie du taux d'actualisation | USD | USD |
| Taux d'augmentation des salaires | 3,62% | 3,27% |
| Somme cumulée des congés (postes) | | |
| Taux d'actualisation | 0,80% | 1,40% |
| Monnaie du taux d'actualisation | CHF | CHF |
| Taux d'augmentation des salaires | Dont : | Dont : |
| | Inflation 1,00% | Inflation 1,20% |
| | Productivité 0,50% | Productivité 0,50% |
| | Mérite 0,97%-6,07% | Mérite 0,97%-6,07% |

La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées. En vertu des normes IPSAS, au 31 décembre 2024, les obligations au titre de l'AMCS de l'Organisation sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient cependant de noter que l'Organisation a établi des fonds distincts (portefeuille stratégique) pour le financement à venir des engagements au titre des prestations dues au personnel après la cessation de service, pour un total de 284,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2024.

Dans le cadre du contrat d'assurance médicale de l'OMPI, un fonds de réserve est constitué à partir des cotisations d'assurance des participants (personnel en activité, retraités et personnes à charge) et de l'Organisation. Lorsque les primes d'assurance effectivement versées sont supérieures aux primes théoriques calculées conformément à la formule contractuelle, les réserves financières qui en résultent augmentent le solde du fonds. Ce fonds de réserve peut être utilisé pour financer tout ou partie des augmentations futures des primes, mais son solde ne peut devenir négatif. Le solde du fonds de réserve au 31 décembre 2024 s'élève à 0,5 million de francs suisses, soit un montant qui tient déjà compte de la décision d'utiliser ce fonds pour financer en partie l'augmentation des primes en 2025. Le fonds de réserve n'est pas comptabilisé dans les états financiers de l'OMPI et ce n'est qu'à l'expiration du contrat d'assurance que le solde du fonds de réserve est versé à l'OMPI.

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'AMCS comptabilisées dans l'état de la performance financière :

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|---|--|-----------------------------|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | |
| Coût des intérêts | 9 953 | 11 617 |
| Coût de service courant | 27 722 | 25 554 |
| Dépenses comptabilisées dans l'État de la performance financière | 37 675 | 37 171 |

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains/(pertes) actuariels :

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|--|-----------------------------|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | |
| Obligation au titre des prestations définies au début de l'année | 557 305 | 468 634 |
| Coût des intérêts | 9 953 | 11 617 |
| Coût de service courant | 27 722 | 25 554 |
| Contributions versées | -5 192 | -4 814 |
| Gains (pertes) actuariels relatifs aux obligations : | | |
| Expériences (profits) / pertes | -4 837 | -4 223 |
| <i>Taux tendanciel des dépenses de santé</i> | -29 847 | -9 300 |
| <i>Taux d'actualisation</i> | 35 754 | 70 167 |
| <i>Autre</i> | -250 | - |
| (Gains) pertes par rapport à la modification des hypothèses financières | 5 657 | 60 867 |
| <i>Remboursement des frais médicaux</i> | 33 156 | - |
| <i>Autres hypothèses démographiques</i> | 599 | -330 |
| (Gains) pertes par rapport à la modification des hypothèses démographiques | 33 755 | -330 |
| Obligation au titre des prestations constatées en fin d'année | 624 363 | 557 305 |

Comme le montre le tableau ci-dessus, les pertes actuarielles les plus importantes en 2024 sont dues à une baisse du taux d'actualisation, qui est passé de 1,80% à 1,50%, ainsi qu'à une augmentation du coût des soins médicaux à chaque âge, sur la base d'une étude complète sur l'expérience en matière de demandes de remboursement de frais médicaux réalisée au cours de l'année. Ces pertes ont été partiellement compensées par des gains actuariels liés à une baisse des taux tendanciel du coût des soins médicaux, qui sont passés de 3,20% (initial) et 2,60% (final) à 2,40% (initial et final).

Les contributions, qui représentent la part des primes d'assurance maladie payée par l'Organisation, se sont élevées à 5,2 millions de francs suisses pour 2024 (4,8 millions de francs suisses en 2023). Le montant des versements au titre de l'AMCS prévus en 2025, représentant le coût des demandes de remboursement de frais médicaux, est de 9,7 millions de francs suisses. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2024 était de 20 ans. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2024 et les quatre années précédentes :

| | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|---|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | | | |
| Obligation au titre des prestations définies | 624 363 | 557 305 | 468 634 | 573 723 | 452 755 |
| (Gains) pertes liés à l'expérience par rapport aux engagements prévus | -4 837 | -4 223 | -3 748 | -4 430 | 2 400 |

L'analyse de sensibilité à la page suivante montre comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies aurait évolué en fonction de changements au niveau des hypothèses actuarielles significatives, du taux d'actualisation et du taux tendanciel du coût des soins médicaux. Les variations en pourcentage utilisées dans l'analyse sont considérées comme raisonnables compte tenu de l'évolution passée :

| | Diminution de 1% du taux d'actualisation 0,50% | Taux d'actualisation tel qu'appliqué 1,50% | Augmentation de 1% du taux d'actualisation 2,50% |
|--|---|---|---|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2024 | 767 430 | 624 363 | 515 522 |
| Pourcentage de variation | 22,9% | | -17,4% |

| | Diminution de 1% du taux tendanciel du coût des soins de 1,40% | Taux tendanciel du coût des soins de santé tel qu'appliqué 2,40% | Augmentation de 1% du taux tendanciel du coût des soins de 3,40% |
|--|---|---|---|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2024 | 519 125 | 624 363 | 759 264 |
| Pourcentage de variation | -16,9% | | 21,6% |

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuaire indépendant de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a généralement effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse seront suffisants pour honorer son passif à perpétuité. La politique de financement publiée par la Caisse (disponible sur le site Web de la Caisse) définit les méthodes, les processus et les objectifs utilisés pour surveiller la situation financière et les risques associés. Elle inclut également la pratique consistant à utiliser la valeur actuarielle des actifs, qui lisse les gains et les pertes à court terme sur les placements afin de rendre compte de la solvabilité à long terme.

Sur le plan financier, l'OMPI est tenue de verser à la Caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Il n'a jamais été nécessaire d'invoquer l'article 26 et aucun paiement compensatoire n'a jamais été demandé.

La dernière évaluation actuarielle en date a été effectuée le 31 décembre 2023 et les données sur la participation du 31 décembre 2023 au 31 décembre 2024 seront utilisées par la Caisse afin de pouvoir présenter la valeur actuarielle actualisée des prestations cumulées dans ses états financiers de 2024.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2023 faisait état d'un ratio de capitalisation des actifs actuariels par rapport aux passifs actuariels de 111,0% (117,0% dans l'évaluation de 2021) lorsque les ajustements futurs prévus des pensions (indexation des prestations sur le coût de la vie) ont été pris en considération. Le ratio de capitalisation indiqué était de 152,0% (158,2% dans l'évaluation de 2021) lorsque le système actuel d'ajustement des pensions n'était pas pris en considération et serait la mesure utilisée pour établir l'équilibre actuariel en vertu de l'article 26.

À la suite de son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2023, il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse ou en raison de la cessation de l'affiliation, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2021, 2022 et 2023) s'élevaient à 9 499,41 millions de

dollars É.-U. et les cotisations de l'OMPI ont représenté 1,55% de ces cotisations (cotisations des participants et de l'OMPI).

En 2024, le montant des cotisations de l'OMPI (cotisations de l'OMPI seule) versées à la Caisse commune des pensions était de 31,2 millions de francs suisses (contre 30,5 millions de francs suisses en 2023). En 2025, les cotisations à payer devraient représenter quelque 31,5 millions de francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs totaux de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à l'organisation affiliée pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport à la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse www.unjspf.org/fr/.

Note n° 10 : Montants à payer

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|--|-----------------------------|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | |
| Taxes relatives à l'Union de Madrid | 60 818 | 59 914 |
| Dépôts relatifs à l'Union de Madrid | 21 391 | 22 755 |
| Répartition Union de La Haye | 1 160 | 1 228 |
| Taxes de répartition des unions de Madrid et de La Haye | 16 243 | 16 082 |
| Dépôts auprès du Centre d'arbitrage et de médiation | 1 718 | 1 888 |
| Administrations chargées de la recherche internationale selon le PCT | 1 825 | 1 406 |
| Taxes de recherche des offices récepteurs dues aux administrations chargées de la recherche internationale | 883 | 633 |
| Taxes relatives à l'Union de Lisbonne | 3 | - |
| Total des montants à payer | 104 041 | 103 906 |

L'Organisation perçoit des taxes pour le compte des parties contractantes du Protocole de Madrid et des parties contractantes du règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye. Le Bureau international de l'Organisation, agissant en qualité d'office récepteur du PCT, perçoit des fonds auprès des déposants pour couvrir les sommes à verser aux administrations chargées de la recherche internationale. En outre, l'Organisation perçoit des taxes à verser directement aux médiateurs, aux arbitres ou aux experts pour les cas traités par le Centre d'arbitrage et de médiation. L'Organisation détient temporairement ces fonds fiduciaires jusqu'à leur transfert au bénéficiaire final conformément aux différents traités administrés par l'Organisation.

Note n° 11 : Encaissements par anticipation

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|---------------------|---------------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | | |
| Dépôts relatifs à l'Union de Madrid | 8 241 | 8 628 |
| Dépôts relatifs à des dessins et modèles industriels | 3 038 | 2 116 |
| Dépôts relatifs à l'Union de Lisbonne | 124 | 300 |
| Dépôts auprès du Bureau international agissant en qualité d'office récepteur au titre du PCT | 1 783 | 397 |
| Paiements de contributions par anticipation | 3 607 | 5 377 |
| Recettes différées du système du PCT | 291 052 | 290 860 |
| Recettes différées du système de Madrid | 2 886 | 2 366 |
| Recettes différées du système de La Haye | 981 | 948 |
| Recettes différées au titre d'opérations sans contrepartie directe | 20 872 | 15 547 |
| Recettes différées de la FIPOI | 59 | 59 |
| Autres produits différés | 36 | - |
| Total des encaissements par anticipation courants | 332 679 | 326 598 |
| Recettes différées de la FIPOI | 3 400 | 3 459 |
| Total des encaissements par anticipation non courants | 3 400 | 3 459 |
| Total des encaissements par anticipation | 336 079 | 330 057 |

Note n° 12 : Provisions

| Mouvements 2023-2024 | |
|--|------------|
| <i>(en milliers de francs suisses)</i> | |
| Solde au 31 décembre 2022 | 571 |
| Mouvements en 2023 | |
| Provisions supplémentaires effectuées | 40 |
| Montants utilisés | -190 |
| Montants non utilisés repris | -157 |
| Solde au 31 décembre 2023 | 264 |
| Mouvements en 2024 | |
| Provisions supplémentaires effectuées | 109 |
| Montants utilisés | -5 |
| Montants non utilisés repris | -35 |
| Solde au 31 décembre 2024 | 333 |

Les provisions au 31 décembre 2024 concernent des recours portés par des membres du personnel de l'OMPI devant le Directeur général, le Comité d'appel de l'OMPI ou le tribunal administratif de l'OIT.

Note n° 13 : Passifs et actifs éventuels

La valeur estimée des passifs éventuels que l'Organisation pourrait avoir à payer en cas de demandes de dommages-intérêts aux fins de réparation de litiges portés devant le Comité d'appel de l'OMPI et le tribunal administratif de l'OIT se monte à 57 000 francs suisses, à la date d'établissement des états financiers.

Le Centre international de calcul (CIC) a été créé en janvier 1971 par la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le CIC offre des services informatiques et de communication aux partenaires et utilisateurs du système des Nations Unies. En tant que partenaire lié par le mandat du CIC, l'OMPI est proportionnellement responsable en cas de réclamation de tiers ou d'incident concernant les services du CIC, comme prévu par le mandat en question. Au 31 décembre 2024, aucune réclamation susceptible d'avoir une incidence sur l'OMPI n'était connue. La titularité des actifs revient au CIC jusqu'à sa dissolution. Au moment de la dissolution, la division de l'ensemble des actifs et passifs entre les organisations partenaires sera convenue par le Comité de gestion conformément à une formule à définir à ce moment.

Note n° 14 : Transactions avec une partie liée

| | 2024 | | 2023 | |
|---|--|--|--|--|
| | Nombre de personnes (base équivalent temps plein) | Enveloppe de rémunération (en milliers de francs suisses) | Nombre de personnes (base équivalent temps plein) | Enveloppe de rémunération (en milliers de francs suisses) |
| Directeur général, vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux | 9,00 | 3 385 | 9,00 | 3 350 |
| Administrateurs supérieurs | 11,38 | 3 478 | 11,42 | 3 656 |

L'OMPI a versé des rémunérations totalisant 8 000 francs suisses à des membres proches de la famille de ses hauts dirigeants ayant été employés par l'Organisation au cours de l'année.

L'Organisation est gouvernée par l'Assemblée générale de l'OMPI, composée de représentants des États membres parties à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, qui sont des membres des différentes unions. Ces représentants ne reçoivent aucune rémunération de l'OMPI. L'OMPI est dirigée par un Directeur général et par des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux (les hauts dirigeants) qui sont rémunérés par l'Organisation. La rémunération globale versée aux hauts dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel applicables à l'ensemble du personnel. En outre, le Directeur général, les vice-directeurs généraux et les sous-directeurs généraux touchent des indemnités de représentation. Les hauts dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à laquelle le personnel et l'Organisation contribuent, et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective. L'enveloppe de rémunération des hauts dirigeants est indiquée dans le tableau ci-dessus. Aucun prêt n'a été accordé à des hauts dirigeants ou à des membres proches de la famille qui ne soit disponible à d'autres catégories de personnel. Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des hauts dirigeants ou à des membres proches de la famille.

L'OMPI n'a aucune entité contrôlée et ne détient aucune participation dans d'autres entités devant être divulguée au titre des normes IPSAS 34-38. L'OMPI participe à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et certains de ses anciens fonctionnaires participent à la Caisse de retraite fermée de l'OMPI. L'OMPI est liée à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), dont la fonction de Secrétaire général est tenue par le Directeur général de l'Organisation. Le Bureau de l'UPOV exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI. L'Organisation est chargée de fournir l'UPOV en ce qui concerne les bureaux, l'administration du personnel, l'administration des finances, les achats et d'autres services de soutien administratif, conformément aux dispositions d'un accord signé entre l'Organisation et l'UPOV en date du 26 novembre 1982. L'UPOV rembourse à l'OMPI le coût de ces services conformément aux conditions prévues dans l'accord susmentionné. En 2024, l'OMPI a perçu 618 000 francs suisses de l'UPOV pour couvrir le coût de ces services. Les fonds décaissés par l'OMPI pour le compte de l'UPOV lui sont par ailleurs remboursés.

En juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la création d'une entité distincte, qui sera établie sous la forme d'un régime multiemployeur, chargée de gérer les fonds provisionnés pour financer les obligations au titre de l'AMCS. L'OMPI et l'UPOV participeraient à ce régime multiemployeur, la responsabilité de la supervision du régime étant confiée à un comité consultatif officiel composé de participants et d'organisations participantes. Les travaux se sont poursuivis en 2025 pour établir cette entité distincte, avec une date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} avril 2025.

Note n° 15 : Rapprochement entre l'état V et l'état II

Le programme de travail et budget de l'OMPI est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution de l'Organisation, et est approuvé par les assemblées des États membres. Le budget de l'OMPI est adopté par les assemblées sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Le programme de travail et budget prévoit un budget de 857,3 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2024-2025. Le rapport sur la performance de l'OMPI en 2024 présente le détail des variations entre le budget initial et le budget final après virements, ainsi que des explications sur les différences importantes entre les montants inscrits au budget et les montants réels. Le budget et les comptes financiers de l'OMPI sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable dans l'état financier V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité.

| Rapprochement pour l'année 2024 | | | | |
|--|---------------------------------|--------|--------------|---------|
| | Opérations Investissements | | Financements | Total |
| | (en milliers de francs suisses) | | | |
| Montant réel sur une base comparable (état financier V) | 103 305 | - | - | 103 305 |
| Amortissement et dépréciation | -10 052 | - | - | -10 052 |
| Capitalisation/sortie d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels | - | 2 439 | - | 2 439 |
| Modifications apportées aux provisions pour les prestations au personnel | -20 390 | - | - | -20 390 |
| Ajustements par rapport aux créances | 978 | - | - | 978 |
| Comptabilisation des produits relatifs aux comptes spéciaux | -5 580 | - | - | -5 580 |
| Total des différences relatives à la base | -35 044 | 2 439 | - | -32 605 |
| Gains (pertes) sur les investissements | - | 73 728 | - | 73 728 |
| Projets financés sur les réserves | -9 859 | - | - | -9 859 |
| Comptes spéciaux | 5 497 | - | - | 5 497 |
| Total des différences relatives à l'entité | -4 362 | 73 728 | - | 69 366 |
| Montant réel dans l'état de la performance financière (état financier II) | 63 899 | 76 167 | - | 140 066 |

Note n° 16 : Dépenses

| | 2024 | 2023 |
|--|--|----------------|
| | <i>(en milliers de francs suisses)</i> | |
| Postes | 241 919 | 240 334 |
| Personnel temporaire | 10 002 | 10 704 |
| Autres dépenses de personnel | 915 | 1 250 |
| Total des dépenses de personnel | 252 836 | 252 288 |
| Stages | 507 | 588 |
| Bourses de l'OMPI | 9 531 | 8 521 |
| Total des stagiaires et des bourses de l'OMPI | 10 038 | 9 109 |
| Missions de fonctionnaires | 5 175 | 4 450 |
| Voyage de tiers | 10 523 | 8 743 |
| Formations et indemnités de voyage | 1 207 | 1 530 |
| Total des voyages, formations et indemnités | 16 905 | 14 723 |
| Conférences | 5 376 | 4 838 |
| Publications | - | 7 |
| Services contractuels de personnes | 21 362 | 19 532 |
| Services de traduction externe | 28 684 | 30 526 |
| Services informatiques | 41 320 | 37 316 |
| Autres services contractuels | 16 664 | 19 898 |
| Total des services contractuels | 113 406 | 112 117 |
| Locaux et entretien | 21 914 | 23 119 |
| Communication | 809 | 831 |
| Représentation et autres frais de fonctionnement | 1 056 | 879 |
| Services communs du système des Nations Unies | 751 | 756 |
| Total des frais de fonctionnement | 24 530 | 25 585 |
| Fournitures | 2 252 | 3 754 |
| Mobilier et matériel | 42 | 206 |
| Matériel et fournitures | 2 294 | 3 960 |
| Amortissement et dépréciation | 10 052 | 9 638 |
| Charges financières | 274 | 225 |
| Total des dépenses | 430 335 | 427 645 |

Note n° 17 : Gains/(pertes) sur les investissements

| | 2024 | 2023 |
|---|---------------------------------|---------------|
| | (en milliers de francs suisses) | |
| Augmentation/(diminution) de la juste valeur des investissements | 60 430 | 45 760 |
| Dividendes | 14 428 | 6 884 |
| Intérêts sur les comptes courants et de dépôt | 3 864 | 4 186 |
| Intérêts sur les investissements | 5 | 2 |
| Coûts liés à la gestion des investissements et coûts administratifs | -667 | -553 |
| Gains (pertes) de change sur les investissements | 14 567 | -13 896 |
| Gains (pertes) de change sur les instruments financiers dérivés | -18 899 | 9 801 |
| Total des gains/(pertes) sur les investissements | 73 728 | 52 184 |

L'augmentation de la juste valeur des investissements, à hauteur de 60,4 millions de francs suisses, correspond à l'évolution de la valeur des portefeuilles de base et stratégique de l'Organisation à la date d'établissement des états financiers.

Note n° 18 : Instruments financiers

Présentation des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés comme suit :

| Actifs et passifs financiers | Catégories |
|---|--|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Coût amorti |
| Créances | Coût amorti |
| Prêts | Coût amorti |
| Dettes et charges à payer | Coût amorti |
| Montants à transférer | Coût amorti |
| Comptes courants | Coût amorti |
| Actifs et passifs dérivés | Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit |
| Placements à court terme provenant de la trésorerie d'exploitation | Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit |
| Placements détenus jusqu'à échéance provenant de la trésorerie d'exploitation | Coût amorti |
| Placements provenant des trésoreries principale et stratégique | Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit |

Les valeurs comptables des catégories d'actifs et de passifs financiers sont les suivantes :

| | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
|--|---------------------------------|---------------------|
| | (en milliers de francs suisses) | |
| Actifs financiers | | |
| Coût amorti | 357 960 | 345 162 |
| Juste valeur par le biais d'excédent et de déficit | 1 202 968 | 1 027 414 |
| Valeur comptable totale | 1 560 928 | 1 372 576 |
| Passifs financiers | | |
| Coût amorti | 202 877 | 201 507 |
| Valeur comptable totale | 202 877 | 201 507 |

L'Organisation est exposée à des risques de change, de crédit, de taux d'intérêt, de prix et de liquidité pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

L'Organisation gère ses placements conformément à sa politique en matière de placements. La politique contient deux politiques distinctes en matière de placements, une pour la trésorerie d'exploitation et le portefeuille de base et une pour le portefeuille stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'Organisation a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants et pour s'assurer qu'un montant équivalent aux réserves visées est disponible sous forme de liquidités. Le portefeuille de base correspond au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et du portefeuille stratégique. Le portefeuille stratégique correspond aux fonds qui ont été mis de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

Justes valeurs

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, les comptes de créanciers et autres passifs courants sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- les investissements cotés (dans des fonds de placement qui sont cotés en bourse) sont fondés sur les cotations de prix à la date de présentation des états financiers;
- les instruments financiers dérivés sont fondés sur les prix cotés, ajustés au taux de change UNORE, à la date de présentation des états financiers;
- les prêts et créances sont évalués par l'Organisation sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque.

Aux fins des actifs et passifs financiers de l'OMPI à la date d'établissement des états financiers, la valeur comptable est équivalente à la juste valeur.

Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments classés à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, les justes valeurs sont hiérarchisées de la manière suivante :

- prix cotés (non ajustés) des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1);
- données autres que les prix cotés relevant du niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement (niveau 2);
- données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables (niveau 3).

| Actifs et passifs financiers | Hiérarchie des justes valeurs |
|--|--------------------------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Niveau 1 |
| Actifs et passifs dérivés | Niveau 2 |
| Placements provenant des trésoreries principale et stratégique | Niveau 1 |

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'Organisation si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des prêts et des montants à recevoir, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des investissements. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit. Aux fins de l'établissement des rapports financiers, l'OMPI calcule les provisions pour pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers.

Les comptes débiteurs de l'Organisation issus de transactions sans contrepartie proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des gouvernements souverains, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs. Une provision a été constituée par rapport à la valeur comptable des comptes débiteurs afin de faire apparaître les comptes clients pour lesquels le paiement n'est pas anticipé à court terme. Cette provision couvre les montants dus par les États membres qui ont perdu le droit de vote en vertu de l'article 11, alinéa 5), de la Convention instituant l'OMPI, et les contributions des pays les moins avancés qui ont été gelées par les assemblées en 1989 et 1991.

Conformément à la politique de l'Organisation en matière de placements, les avoirs ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Les investissements

sur les marchés monétaires, obligations, effets ou autres obligations et autres produits à revenu fixe achetés directement par l'OMPI ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-3/P-3 ou une notation à long terme de BBB-/Baa3. Lorsque ces éléments sont acquis sous forme de parts de fonds communs de placement, 65% au moins des avoirs doivent être des valeurs de premier ordre (AAA/Aaa à BBB-/Baa3), tandis que le solde, à hauteur de 35%, peut être détenu en obligations à rendement élevé (BB+/Ba1 à C/Ca). Les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie sont les suivantes au 31 décembre 2024 :

| Notation de crédit à court terme | A1+ | A1 | A2 | Pas de notation 1) | Total |
|--|---------------|---------------|----------------|--------------------|------------------|
| 31 décembre 2024 | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 38 592 | 17 531 | 44 290 | 37 | 100 450 |
| Investissements | 28 000 | - | 75 927 | 1 279 911 | 1 383 838 |
| | 66 592 | 17 531 | 120 217 | 1 279 948 | 1 484 288 |
| <i>Pourcentage</i> | 4,5% | 1,2% | 8,1% | 86,2% | 100,0% |

1) Les soldes non notés comprennent les fonds en caisse et les investissements non courants. Les investissements non courants détenus par l'OMPI le sont dans des fonds de placement qui ne sont pas notés par des agences de notation de crédit, mais dans lesquels les placements sous-jacents sont effectués conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'Organisation de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus.

L'Organisation n'est pas exposée à un risque de liquidité important, car elle dispose de fonds de trésorerie disponibles qui sont reconstitués à partir des résultats de ses opérations. La politique de l'Organisation en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et le portefeuille de base soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'Organisation. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Le portefeuille de base est investi dans l'objectif de générer un rendement positif sur des périodes continues de cinq ans. Idéalement, le portefeuille de base est investi de manière à ce qu'une partie en soit accessible occasionnellement. Le portefeuille stratégique est placé sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

Elle perçoit des recettes provenant des taxes et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours des devises. Aux fins des taxes internationales de dépôt selon le PCT, l'OMPI définit les montants équivalents dans les monnaies autres que le franc suisse, lesquels peuvent être révisés au cours de l'année si le taux de change entre l'autre monnaie et le franc suisse est supérieur ou inférieur de 5,0% pendant plus de quatre vendredis consécutifs. L'Organisation est aussi exposée au risque de change découlant des différences de change entre les montants dus aux administrations chargées de la recherche internationale en application du règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets, d'une part, et les montants reçus par les offices nationaux des brevets au titre des taxes de recherche internationale versées par les déposants pour les demandes internationales de brevet, d'autre part. L'Organisation gère également le service de transfert de taxes de l'OMPI, un mécanisme de compensation qui réduit les risques de change auxquels sont exposées les recettes provenant des taxes du PCT en ce qui concerne les taxes de recherche.

Lorsque les placements sont détenus dans d'autres devises que le franc suisse, l'Organisation doit recourir à des instruments financiers dérivés pour réduire au minimum le risque découlant des fluctuations de la devise de placement par rapport au franc suisse. Les placements sur des produits dérivés à des fins spéculatives ne sont pas autorisés. Au 31 décembre 2024, l'Organisation détenait des placements en dollars É.-U. et en euros pour une valeur de 173,7 et 46,9 millions de francs suisses respectivement. L'Organisation surveille la sensibilité de ces placements face aux fluctuations des taux de change et a recours à des instruments financiers dérivés pour minimiser ce risque.

Les contributions de l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et ses versements au CIC sont effectués en dollars É.-U. L'Organisation est en outre exposée à un risque de change en ce qui concerne le coût des pensions des fonctionnaires précédemment inscrits à la Caisse de retraite fermée qui participent aujourd'hui à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. De plus, l'Organisation compte des bureaux extérieurs en Algérie, au Brésil, en Chine, au Japon, au Nigéria, en Russie et à Singapour, ainsi qu'un bureau de coordination aux États-Unis d'Amérique, auxquels sont associés des actifs limités dans les monnaies locales.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché comme les taux d'intérêt qui affectent le revenu de l'Organisation ou la valeur de ses instruments financiers. Les prévisions de recettes de l'Organisation pour le programme de travail et budget pour 2024-2025 ne tiennent pas compte des revenus des placements. Actuellement, l'Organisation n'a pas recours à des instruments financiers pour se protéger contre le risque de taux d'intérêt. Le portefeuille de placements à moyen terme (trésorerie principale) et le portefeuille de placements à long terme de l'OMPI (trésorerie stratégique) sont soumis au risque lié aux variations des prix du marché des fonds de placement sous-jacents. Sur la base de l'expérience passée concernant les stratégies de placement appliquées à ces portefeuilles, la volatilité attendue pour la trésorerie principale et la trésorerie stratégique est de 4,5% et 6,0% respectivement.

Note n° 19 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers

La date d'établissement des états financiers de l'OMPI est fixée au 31 décembre 2024 et l'Organisation a été autorisée à les publier à la même date que l'opinion du vérificateur externe des comptes.

À leur soixante-cinquième série de réunions tenue en juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la création d'une entité distincte chargée de gérer les fonds mis de côté pour financer l'assurance maladie après la cessation de service. Au cours de 2025, des travaux ont été mis en œuvre pour établir cette entité distincte, avec une date d'entrée en vigueur fixée au 1^{er} avril 2025. Cette entité distincte sera établie sous la forme d'un régime multiemployeur, auquel participeront l'OMPI et l'UPOV. Les fonds destinés à financer l'assurance maladie après la cessation de service rempliront alors les conditions requises pour être comptabilisés en tant qu'actifs du régime, et la présentation des états financiers de l'OMPI pour l'exercice clôturé en 2025 sera modifiée pour présenter les obligations au titre de l'AMCS déduction faite du financement cumulé par l'Organisation. À titre d'exemple uniquement et en supposant que l'entité distincte ait été créée en 2024, l'étude de l'OMPI relative à la gestion de l'actif et du passif achevée en 2022 permet d'estimer les incidences qui auraient été attendues pour les états financiers de l'OMPI en 2024. Sur le portefeuille stratégique total de 284,1 millions de francs suisses au 31 décembre 2024, un montant de 265,8 millions de francs suisses aurait été comptabilisé en tant qu'actifs du régime. Les engagements de l'OMPI au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, qui s'élevaient à 624,4 millions de francs suisses à la fin de 2024 auraient été présentés déduction faite de ces actifs du régime, le solde net de 358,6 millions de francs suisses étant comptabilisé à titre de passif dans l'état de la situation financière de l'OMPI. Une estimation fiable de l'impact pour l'exercice 2025 ne peut être faite, car les informations nécessaires ne sont pas encore disponibles à la date de la signature des états financiers.

Aucun autre événement significatif – favorable ou défavorable – susceptible d'avoir une incidence importante sur les présents états financiers n'a eu lieu entre la date d'établissement de ceux-ci et la date à laquelle leur publication a été autorisée.

Note n° 20 : Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée sous forme de tableau dont les secteurs sont les différentes unions composant l'OMPI. Ces unions ont été créées par les différents traités administrés par l'OMPI.

Le tableau d'information sectorielle est présenté à la page suivante et doit être lu en parallèle avec les notes explicatives suivantes.

- Note n° 1 : l'Union de Madrid a assuré le financement de la contribution de l'Union de La Haye de 3 millions de francs suisses au programme de modernisation informatique des systèmes d'enregistrement internationaux de Madrid et de La Haye. Cette somme sera remboursée par l'Union de La Haye à l'Union de Madrid dès que le solde du fonds de réserve de l'Union de La Haye le permettra.
- Note n° 2 : conformément à la décision des assemblées des États membres de l'OMPI prise à leur cinquante-cinquième série de réunions tenues en 2015, les unions financées par des contributions ont assumé le financement du déficit de l'Union de Lisbonne pour l'exercice biennal 2016-2017, s'élevant à 56 157 francs suisses. Ce montant sera remboursé par l'Union de Lisbonne aux unions financées par des contributions dès que le niveau des réserves de l'Union de Lisbonne le permettra.
- Note n° 3 : conformément à la décision prise par les assemblées des États membres de l'OMPI à leur cinquante-septième série de réunions en 2017 : a) les unions financées par des contributions ont assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne pour l'exercice biennal 2018-2019, qui s'élevait à 1 662 315 francs suisses, et b) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de La Haye, qui s'élevait à 18 135 044 francs suisses. Ces montants seront remboursés par l'Union de Lisbonne et l'Union de La Haye respectivement dès que le niveau de leurs réserves le permettra.

- Note n° 4 : Conformément à la décision prise par les assemblées des États membres de l'OMPI à leur cinquante-neuvième série de réunions en 2019 : a) puisque les unions financées par des contributions ne disposent pas des réserves suffisantes pour couvrir le déficit de l'Union de Lisbonne s'élevant à 3 509 153 francs suisses en 2020-2021 et à 2 746 197 francs suisses en 2022-2023, respectivement, l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne en 2020-2021 et en 2022-2023; b) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit de l'Union de La Haye s'élevant à 23 667 978 francs suisses en 2020-2021, à 20 093 047 francs suisses en 2022-2023 et à 7 552 909 francs suisses en 2024, respectivement; c) l'Union du PCT a assuré le financement du déficit des unions financées par des contributions s'élevant à 14 728 274 francs suisses en 2024; et d) l'Union de Madrid a assuré le financement du déficit de l'Union de Lisbonne s'élevant à 1 401 959 francs suisses en 2024. Ces montants seront remboursés à l'Union du PCT par l'Union de Lisbonne, l'Union de La Haye et les unions financées par des contributions dès que le niveau de leurs réserves le permettra.
- Note n° 5 : les gains/(pertes) actuariels au 31 décembre 2024 ont été répartis sur la base de la part relative des effectifs pour 2024.

| UNIONS | | | | | | | |
|--|---------------------------------|----------|---------|----------|----------|------------------|----------|
| | Financées par des contributions | PCT | Madrid | La Haye | Lisbonne | Comptes spéciaux | Total |
| Titre du secteur | | | | | | | |
| (en milliers de francs suisses) | | | | | | | |
| RECETTES | | | | | | | |
| Contributions | 17 615 | - | - | - | - | 15 709 | 33 324 |
| Taxes | - | 371 094 | 83 323 | 8 788 | 217 | - | 463 422 |
| Publications | 2 | 494 | 30 | - | - | - | 526 |
| Autres/divers | 178 | 625 | 1 168 | 179 | 177 | 2 | 2 329 |
| Arbitrage et médiation | 447 | 389 | 1 928 | 17 | - | - | 2 781 |
| Sous-total, recettes, recettes financées sur des réserves et ajustements IPSAS non compris | 18 242 | 372 602 | 86 449 | 8 984 | 394 | 15 711 | 502 382 |
| Divers projets de recettes financés sur des réserves | - | -1 | - | - | - | - | -1 |
| Ajustements IPSAS aux recettes | 994 | -4 | -4 | -4 | -4 | -6 686 | -5 708 |
| TOTAL DES RECETTES | 19 236 | 372 597 | 86 445 | 8 980 | 390 | 9 025 | 496 673 |
| DÉPENSES | | | | | | | |
| Brevets et technologie | 3 303 | 95 193 | 2 133 | 387 | 35 | - | 101 051 |
| Marques et dessins et modèles | 3 249 | 751 | 24 763 | 6 370 | 1 059 | - | 36 192 |
| Droit d'auteur et industries de la création | 10 508 | 5 010 | 520 | - | - | - | 16 038 |
| Développement régional et national | 15 | 32 763 | 3 834 | 435 | 47 | - | 37 094 |
| Infrastructure et plateformes | 116 | 14 066 | 3 416 | 1 031 | - | - | 18 629 |
| Enjeux et partenariats mondiaux | 5 146 | 8 380 | 869 | - | - | - | 14 395 |
| Écosystèmes de propriété intellectuelle et d'innovation | 1 190 | 16 822 | 6 766 | 46 | - | - | 24 824 |
| Administration, finances et gestion | 8 225 | 87 555 | 31 785 | 7 055 | 523 | - | 135 143 |
| Sous-total, dépenses sur une base budgétaire | 31 752 | 260 540 | 74 086 | 15 324 | 1 664 | - | 383 366 |
| Dépenses pour des projets financés sur des réserves | 1 | 6 862 | 2 959 | 35 | - | - | 9 857 |
| Sous-total, dépenses sur une base budgétaire, dépenses sur réserves comprises | 31 753 | 267 402 | 77 045 | 15 359 | 1 664 | - | 393 223 |
| Comptes spéciaux | - | - | - | - | - | 10 215 | 10 215 |
| Ajustements IPSAS aux dépenses budgétaires et comptes spéciaux | 2 432 | 20 068 | 5 685 | 1 174 | 128 | -1 106 | 28 381 |
| Ajustements IPSAS aux projets financés sur des réserves | - | - | -1 484 | - | - | - | -1 484 |
| TOTAL DES DÉPENSES | 34 185 | 287 470 | 81 246 | 16 533 | 1 792 | 9 109 | 430 335 |
| Gains (pertes) sur les investissements | 221 | 67 192 | 6 230 | - | - | 85 | 73 728 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE | -14 728 | 152 319 | 11 429 | -7 553 | -1 402 | 1 | 140 066 |
| Actifs nets au 31 décembre 2023 – sauf gains/(pertes) actuariels | | | | | | | |
| | 12 907 | 816 492 | 105 942 | -87 876 | -8 998 | 113 | 838 580 |
| Gains/(pertes) actuariels au 31 décembre 2023 | -10 795 | -166 224 | -45 648 | -9 812 | -932 | - | -233 411 |
| Actifs nets au 31 décembre 2023 | 2 112 | 650 268 | 60 294 | -97 688 | -9 930 | 113 | 605 169 |
| Excédent/(déficit) 2024 | -14 728 | 152 319 | 11 429 | -7 553 | -1 402 | 1 | 140 066 |
| Actifs nets au 31 décembre 2024 – sauf gains/(pertes) actuariels | -1 821 | 968 811 | 117 371 | -95 429 | -10 400 | 114 | 978 646 |
| Gains/(pertes) actuariels au 31 décembre 2024 | -17 042 | -186 048 | -53 243 | -10 371 | -1 282 | - | -267 986 |
| Actifs nets au 31 décembre 2024 | -18 863 | 782 763 | 64 128 | -105 800 | -11 682 | 114 | 710 660 |

ANNEXE – VERSEMENTS À TITRE GRACIEUX (INFORMATIONS VERIFIÉES)

L'article 3.21 du Règlement financier stipule qu'un état récapitulatif des versements à titre gracieux pour l'année civile doit figurer dans les états financiers annuels de l'Organisation. Il n'y a eu aucun versement de cette nature en 2024 aussi n'est-il pas nécessaire de fournir un état récapitulatif des versements effectués.